



CEDEAO 2030

Rapport sur le développement du capital humain



2021

RAPPORT ANNUEL

Note sur ce rapport

Ce document présente les progrès accomplis depuis la définition de la Stratégie régionale intégrée de développement du capital humain de la CEDEAO 2030 en 2021. Ce document est basé sur l'analyse du même ensemble d'indicateurs pour les quinze États membres mais aussi sur les apports qualitatifs des consultations des parties prenantes, que ce soit de la commission de la CEDEAO ou des États membres.

Le présent document est le rapport annuel mettant à jour la perspective du rapport initial de 2021. Il s'inscrit dans le cadre d'un effort annuel auquel la CEDEAO s'est engagée afin de veiller au suivi de l'évolution du DCH dans la région et de mettre en lumière les principaux défis. Le rapport donne un aperçu des réussites des dernières années mais souligne également les défis qui restent à relever par la Commission de la CEDEAO et les États membres. Il fournit des éléments utiles pour favoriser les stratégies respectives de DCH dans les États membres et définir comment la Commission de la CEDEAO peut les soutenir davantage.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du Président	5
Avant-propos de la Vice-Présidente	7
Citations des États membres	8
Synthèse	11
Introduction et contexte du DCH dans la CEDEAO	16
Efforts de la CEDEAO pour soutenir le DCH dans la région	24
Performance du DCH dans la CEDEAO depuis l'année dernière	32
Leçons apprises et implications	52
Annexes	58
Références	74

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

Le développement du capital humain (DCH) est de la plus haute importance pour assurer à la fois l'inclusion de chaque citoyen dans la société et son bien-être, mais aussi pour stimuler la croissance économique. Toutefois, les pays d'Afrique de l'Ouest ont été confrontés à des défis au cours de la dernière décennie, tels que le manque de vision commune, les contraintes financières et les capacités et mécanismes d'exécution limités qui les ont empêchés de libérer leur plein potentiel social et économique. Le DCH est particulièrement menacé en raison de la pandémie COVID-19, ce qui entrave les réalisations déjà accomplies avant la crise sanitaire.

Les États membres de la CEDEAO doivent relever des défis communs et, par conséquent, la Commission de la CEDEAO a estimé qu'une action commune pour relever ces défis servirait d'accélérateur du DCH dans la région grâce à la mise en œuvre d'initiatives et d'outils communs. En conséquence, une ambition et une stratégie ont été définies pour 2030 avec pour objectif principal de devenir la meilleure communauté économique régionale d'Afrique subsaharienne en termes de développement du capital humain. L'ambition est d'améliorer les mesures de DCH de 5% par an dans toutes les dimensions. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, les États membres de la CEDEAO ont approuvé une stratégie intégrée de DCH qui se traduit par quatre leviers d'intervention (plaidoyer, politiques et communication, suivi

et évaluation, renforcement des capacités et partage des connaissances, mobilisation des ressources) et dix programmes concrets à l'appui de cet effort.

Dans l'ensemble, l'évaluation de la performance actuelle du DCH à l'aide de l'Indice intégré de DCH de la CEDEAO montre une légère amélioration au niveau régional, mais en dessous de son objectif. Cette petite évolution est motivée par une amélioration de la santé et de la nutrition et de l'esprit d'entreprise, l'inclusion financière et numérique et une stagnation dans l'éducation, les compétences et la participation au travail. Ces résultats montrent que la CEDEAO va dans la bonne direction, mais qu'elle doit encore poursuivre ses efforts.

La Commission de la CEDEAO est déterminée à continuer d'appuyer ses États membres dans leurs efforts pour rendre nos sociétés plus prospères sur le plan économique et socialement inclusives. Tous les États membres peuvent tirer les leçons des initiatives entreprises depuis le début de la stratégie DCH pour tirer parti des succès et surmonter les défis qui empêchent les États membres d'atteindre leurs objectifs.

Grâce à cet effort commun et à la collaboration étroite de la Commission de la CEDEAO et des États membres, nous renforcerons les bases d'une croissance durable dans notre région. Nous pouvons et devons le faire pour le bonheur et le bien-être partagés de tous.



Jean-Claude Kassi BROU

Président de la Commission de la CEDEAO

AVANT-PROPOS DE LA VICE-PRÉSIDENTE

Le développement du capital humain est un élément crucial des progrès de notre région sur les questions économiques et sociales. C'est la raison pour laquelle j'étais personnellement impatient de faire de cette question une priorité pour la CEDEAO.

L'année 2019 a marqué un tournant dans notre parcours en matière de DCH lorsque la Commission de la CEDEAO s'est engagée à adopter une vision et une stratégie régionales en matière de DCH pour atteindre nos objectifs de croissance. Notre parcours s'est poursuivi depuis avec le lancement de programmes et d'initiatives concrets, et a été renforcé par la participation de centaines d'experts internationaux et d'acteurs locaux des secteurs public et privé des États membres.

Jusqu'à présent, nous avons vu des progrès mitigés, mais encourageants dans toutes nos actions malgré un contexte de crise mondiale multiforme, avec les résultats ventilés comme suit :

- La CEDEAO a montré une amélioration des indicateurs de la santé et de la nutrition à l'exception des dépenses publiques de santé. Toutefois, nous n'avons pas atteint tous les objectifs prévus ;
- Les dépenses publiques moyennes en matière d'éducation, de compétences et de participation au marché du travail ont augmenté de manière significative et sont actuellement au-dessus de l'objectif. Toutefois, dans

l'ensemble, la CEDEAO a enregistré une baisse de ses résultats, à l'exception notable des taux de scolarisation et d'alphabétisation ;

- Enfin, l'accès à l'internet et au financement a contribué à améliorer notre performance en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique, bien que la CEDEAO reste à la traîne en ce qui concerne la facilité de démarrer une entreprise.

Certains défis demeurent dans la mise en œuvre réussie des initiatives de DCH. En collaboration avec les États membres, la Commission de la CEDEAO s'est engagée à trouver des moyens efficaces de surmonter ces défis en renforçant la stratégie régionale au niveau des quinze États membres.

À l'avenir, nous devons poursuivre ce chemin. Ce sont des étapes importantes vers une société meilleure, une économie plus prospère et de meilleures perspectives pour tous. Nous devons surveiller les initiatives déjà lancées et les adapter au besoin. Nous devons également continuer à lancer de nouvelles initiatives pour combler les lacunes que nous identifions en cours de route.

Nous avons prouvé ensemble que notre partenariat peut nous permettre de réaliser notre vision. Nous sommes maintenant impatients d'améliorer la prospérité économique et sociale de notre région à long terme.



Madam Finda E. M. KOROMA

Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO

CITATIONS DES ÉTATS MEMBRES



« Nous sommes unis pour le développement du capital humain pour la croissance de nos pays respectifs, mais aussi pour l'ensemble de l'Afrique »

– Représentant DCH au Bénin



« Le Burkina Faso a déjà lancé plusieurs initiatives en matière de DCH et s'est engagé à poursuivre dans cette voie »

– Représentant DCH au Burkina Faso



« Nous avons collaboré activement avec la CEDEAO à l'amélioration du DCH et nous nous sommes engagés à approfondir cette collaboration à l'avenir »

– Représentant DCH au Cap-Vert



« La Côte d'Ivoire a fait du DCH une priorité nationale et est impatiente de travailler main dans la main avec la CEDEAO en vue de construire une vision commune »

– Représentant DCH en Côte d'Ivoire



« Nous avons eu de très bonnes interactions avec les points focaux de la CEDEAO et nous avons apprécié le temps consacré à travailler ensemble sur le DCH »

– Représentant DCH en Gambie



« Une équipe a été spécialement constituée pour se concentrer sur l'amélioration du DCH dans le pays »

– Représentant DCH au Ghana



« Nous sommes disposés à tirer parti de ce réseau d'experts pour l'harmonisation des stratégies nationales de développement du capital humain »

– Représentant DCH en Guinée



« Les points focaux de la Guinée-Bissau sont heureux de faire partie de cette communauté d'experts qui travaillent pour le développement de notre région »

– Représentant DCH en Guinée-Bissau



« Les points focaux du Libéria sont déterminés à collaborer avec les experts de la région pour un échange d'expérience mutuellement bénéfique »

– Représentant DCH au Libéria



« Le Mali s'engage dans le DCH par le biais d'une approche multi-sectorielle et d'un plan stratégique »

– Représentant DCH au Mali



« Nous sommes reconnaissants d'avoir maintenant mis sur pied une communauté de points focaux travaillant de concert pour le DCH dans l'ensemble de la CEDEAO »

– Représentant DCH au Niger



« Nous avons maintenant une vision claire de l'avenir du DCH et nous avons commencé à travailler à la réalisation de cette vision »

– Représentant DCH au Nigeria



« Le DCH est déjà au cœur de notre stratégie nationale grâce au «Plan pour un Sénégal émergent» et nous travaillons à le faire avancer »

– Représentant DCH au Sénégal



« La Sierra Leone a été heureuse d'accueillir le séminaire sur le DCH en avril 2022 et attend avec intérêt la poursuite de cette collaboration »

– Représentant DCH au Sierra Leone



« Le gouvernement a déjà adopté la “feuille de route 2025”, qui porte sur trois domaines prioritaires : le renforcement de l'inclusion, de l'harmonie sociale, et de la consolidation de la paix qui favoriseront le DCH »

– Représentant DCH au Togo



SYNTHÈSE

Le développement du capital humain est essentiel pour construire une croissance économique et sociale durable. Une population en bonne santé et instruite qui a les moyens de participer pleinement à l'économie est essentielle non seulement pour assurer la croissance économique actuelle, mais aussi pour établir les conditions préalables à la croissance future. Cet objectif est une priorité fondamentale, comme le montrent les Objectifs de Développement Durable de l'ONU pour 2030, ainsi que les efforts de la Banque Mondiale avec le programme ICH (lancé en 2018). Dans le contexte actuel, le DCH est d'autant plus important que de multiples chocs ont affecté la vie des populations de la CEDEAO. La Covid-19 a exercé une pression sur les systèmes de santé et d'éducation ainsi que sur les moyens de subsistance des populations. De plus, les troubles politiques et l'insécurité, les migrations dues au changement climatique, et l'insécurité alimentaire amplifient la nécessité pour chaque État membre d'investir dans le développement du capital humain.

La Commission de la CEDEAO a placé le développement du capital humain au centre de ses priorités et a élaboré une vision commune dans le cadre de sa stratégie intégrée horizon 2030 pour le DCH. Cette stratégie intégrée DCH 2030 de la CEDEAO ne remplace pas les stratégies nationales mais apporte un soutien pour définir les visions DCH nationales, mobiliser des ressources, favoriser la collaboration et permettre le partage d'expérience. La CEDEAO a fixé l'objectif ambitieux de devenir la communauté économique régionale la plus performante de l'Afrique subsaharienne dans le domaine du DCH d'ici 2030. En 2021, cette ambition a été traduite en un objectif pour tous les États membres: réaliser une amélioration annuelle de +5% sur chaque indicateur de DCH commun à tous les États membres de la CEDEAO. Pour aider les États membres à atteindre cet objectif, la stratégie intégrée DCH 2030 approuvée par les 15 États membres s'appuie sur quatre leviers:

1. Plaidoyer, politique et communication
2. Suivi et évaluation
3. Renforcement des capacités et partage des connaissances
4. Mobilisation des ressources

Les premières priorités de la Commission de la CEDEAO depuis la validation de la Stratégie régionale intégrée de développement du capital humain horizon 2030 ont été: (1) de plaider en faveur du DCH, d'en faire une priorité pérenne dans tous les États membres, et de veiller ainsi à ce que des initiatives concluantes soient mises en œuvre; (2) d'encourager le suivi et l'évaluation pour mesurer les progrès réalisés et ainsi être en mesure d'adapter les priorités aux résultats; et (3) de renforcer les aptitudes afin de faciliter la mise en œuvre des stratégies de DCH et de permettre l'échange d'informations. En ce sens, la Commission de la CEDEAO a déjà entrepris plusieurs initiatives entre 2021 et 2022:

- **Mobilisation des parties prenantes** avec un groupe de travail sur le DCH créé au sein de la Commission de la CEDEAO et la création d'une communauté de points focaux nationaux;
- **Suivi et évaluation** du Développement du Capital Humain en maintenant les indices, le rapport et en améliorant la collecte de données sur le terrain.
- **Mise à jour de l'indice DCH intégré de la CEDEAO** pour mesurer l'évolution des indicateurs autour de trois dimensions (Santé et nutrition, Éducation, compétences et participation au travail et Entrepreneurat, inclusion financière et économie numérique);
- **Mise à jour de l'indice sur la parité entre les genres de la CEDEAO** afin d'avoir une vue d'ensemble des performances dans les États membres en terme de parité hommes-femmes sur plusieurs tableaux mais aussi sur l'évolution de cette parité au cours des dernières années;
- **Création du tableau de bord du suivi et de l'évaluation du DCH** pour suivre les progrès accomplis au niveau national et engendrer une responsabilisation des parties prenantes;
- **Organisation de formations et promotion des échanges** grâce à l'organisation d'ateliers pour les membres de la commission CEDEAO et des points focaux afin de leur donner la possibilité de devenir des relais de renforcement des aptitudes dans leurs pays respectifs.

Cette nouvelle impulsion au niveau de la Commission de la CEDEAO et des États membres a légèrement commencé à porter ses fruits. Cependant, les résultats de l'Indice intégré de DCH de la CEDEAO restent mitigés.

Dans l'ensemble, la progression sur les trois dimensions n'est pas uniforme. Les dimensions Santé et nutrition et Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique ont évolué plus rapidement que celle de Éducation, compétences et participation au travail, où les résultats évoluent lentement, en cohérence avec les investissements à long terme nécessaires sur cette dimension. Si l'on analyse les résultats par dimension, pour Santé et nutrition, de légers progrès peuvent être constatés dans la plupart des États membres, mais les objectifs ne sont toujours pas atteints en raison d'un manque de dépenses dans la plupart des pays (-0,12 points sur les dépenses publiques de santé contre une cible d'augmentation de +0,5 point). Pour l'Éducation, les compétences et la participation au travail, on observe une stagnation due à l'augmentation des dépenses (+0,5 point au-dessus de l'objectif) mais aussi à la baisse de la plupart des autres indicateurs (p.ex. : enfants non scolarisés, résultats des tests harmonisés). Cela indique qu'il y a une volonté réelle d'améliorer l'éducation, les compétences et la participation au travail, mais que l'allocation des dépenses pourrait être optimisée et que les résultats doivent être surveillés à plus long terme.

La plus grande progression de l'indice est visible dans la dimension Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique où l'augmentation des indicateurs est supérieure aux objectifs, principalement en raison de l'amélioration de l'accès à Internet et aux services financiers qui sont soutenus par le dynamisme du secteur privé bancaire et télécom. Cela montre que la CEDEAO pourrait être encore plus ambitieuse sur cette dimension et pourrait s'associer avec le secteur privé pour accélérer le changement. Ainsi, l'Indice intégré de développement du capital humain de la CEDEAO montre que les progrès sur la plupart des dimensions peuvent être accélérés, d'autant plus que l'effet de la COVID-19 sur les indicateurs n'est pas encore visible. Les experts s'attendent en effet à un impact de la COVID-19 sur les indicateurs à l'avenir.

En ce qui concerne la parité entre les genres, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la Santé et de la nutrition, cependant, l'Éducation, les compétences, la participation au travail et l'Entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique montrent encore des lacunes. Sur la dimension Santé et nutrition, les efforts déployés par les pays de la CEDEAO sur la santé des femmes ont commencé à montrer des résultats positifs (score de 0,71 pour cette dimension). Toutefois, l'écart entre les genres reste important en ce qui concerne l'Éducation, les compétences et la participation au marché du travail ainsi que l'Entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique (scores respectifs de 0,65 et 0,50). Dans l'ensemble, si de solides performances en matière de DCH et un niveau plus élevé de parité entre les genres devaient être directement corrélés, ce n'est pas toujours le cas, car les pays n'investissent pas toujours de manière équitable entre les genres.

Pour accélérer les progrès, la commission de la CEDEAO et les États membres font encore face à un défi majeur : faire face aux capacités et mécanismes d'exécution limités qui entravent la mise en œuvre des stratégies élaborées et empêchent les pays de mobiliser des fonds. Toutefois, les efforts passés ont déjà contribué à renforcer la sensibilisation et à encourager la volonté de chaque État membre de travailler à l'élaboration des stratégies nationales de DCH ou de les affiner. Sur les 15 États membres, de nombreux États ont investi beaucoup de temps et de ressources dans leurs initiatives DCH. Par exemple, le Burkina Faso et le Bénin ont mis en place des soins de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, tandis qu'au Nigeria, la politique et la stratégie de l'économie numérique (NDEPS) a été mise en œuvre pour accélérer le développement de l'économie numérique et aider à améliorer l'accès à Internet pour tous les Nigériens.

Le chemin parcouru par les pays et le travail accompli en matière de DCH ont été renforcés par la sensibilisation, notamment avec la publication de ce rapport, la mise à jour des indices, les efforts pour un meilleur suivi et de meilleures évaluations, en particulier par l'introduction du tableau de bord et la mobilisation des parties prenantes en renforçant l'engagement avec les points focaux.

Les États membres sont pleinement conscients de l'importance du DCH et ont la volonté d'améliorer le DCH par l'élaboration ou le perfectionnement de stratégies. Toutefois, ces stratégies restent à se traduire par la mise en œuvre de programmes concrets. La Commission de la CEDEAO pourrait donc lancer la prochaine vague d'initiatives pour soutenir davantage les États membres dans l'application des stratégies sur le terrain. Les prochaines étapes immédiates pour 2023 devraient d'abord résoudre le défi de l'exécution par :

- Le renforcement des capacités et le partage des meilleures pratiques (par exemple, sessions de formation entre pairs pour partager les meilleures pratiques de mise en œuvre, centres d'excellence sur des domaines non desservis, élaboration d'outils et de ressources pour soutenir les états membres dans la mobilisation des ressources);

- L'utilisation du tableau de bord pour inciter les pays à agir et à suivre les progrès des initiatives (par exemple, réduire les délais de mise en œuvre et accroître la responsabilisation);
- Des partenariats public-privé (PPP) pour tirer parti du dynamisme du secteur privé sur le continent.

Poursuivre ces priorités pourrait libérer tout le potentiel de la CEDEAO en termes de développement du capital humain au cours de la prochaine décennie.

The background is a solid green color. In the upper left corner, there are several curved, parallel lines in a lighter shade of green, creating a sense of movement or a stylized graphic element.

Chapitre I

Introduction et contexte du DCH dans la CEDEAO

INTRODUCTION ET CONTEXTE DU DCH DANS LA CEDEAO

Importance du DCH dans la CEDEAO

Le développement du capital humain (DCH) est mondialement reconnu comme un moteur du développement socio-économique à long terme. Les gouvernements reconnaissent qu'une main-d'œuvre en bonne santé, instruite et qualifiée, pleinement capable de participer à une économie moderne, est un facteur crucial de compétitivité au 21^{ème} siècle. Par conséquent, le DCH est devenu une priorité croissante dans le monde entier, notamment avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies pour 2030 qui ont inscrit le développement de l'éducation et des compétences, de la santé et de l'inclusion économique comme éléments clés de leur programme.

En tant qu'investissement social, le DCH rapporte d'importantes dividendes économiques. Jusqu'à 30% des différences dans le PIB par habitant d'un pays à l'autre s'expliquent par des écarts dans le capital¹ humain. Selon la Banque Mondiale, les pays où les investissements en capital humain sont les plus faibles pourraient doubler la productivité de la main-d'œuvre si les populations recevaient une éducation et des soins de santé² de qualité. Les programmes de scolarité et de formation professionnelle peuvent jumeler les compétences et les capacités aux besoins immédiats en matière d'emploi, ce qui contribue directement à la productivité et à la production de la main-d'œuvre d'un pays. Des soins de santé de qualité permettent aux gens d'apprendre et de travailler plus efficacement, pendant de plus longues périodes. En outre, vivre dans une économie inclusive qui assure l'accès aux communications numériques, au financement entrepreneurial, ainsi qu'à la parité des sexes, permet aux citoyens d'évoluer pour atteindre leur potentiel dans la société. Cela peut se traduire par la création d'une entreprise, l'obtention d'une promotion, ou même l'encouragement des autres à réussir selon leurs propres conditions.

Le DCH a le potentiel d'alimenter la croissance de la région de la CEDEAO au cours de la prochaine décennie et au-delà. Les États membres pourraient inscrire cinq millions d'enfants de plus à l'école chaque année, offrir des soins de santé de qualité à 13 millions de femmes et d'enfants supplémentaires, et fournir l'accès aux services financiers et au crédit à 123 millions de personnes de plus qu'aujourd'hui. Ces chiffres feraient de la Communauté économique des pays d'Afrique subsaharienne de la CEDEAO une des communautés économiques les plus performantes en DCH.

L'investissement des fonds publics et privés dans des biens matériels tels que les infrastructures et les équipements ne peut être bénéfique qu'avec les développements du capital humain correspondants. Cela est d'autant plus nécessaire que la nature du travail évolue, que les nouvelles technologies deviennent la norme et que de nouvelles dynamiques entrent en jeu. Les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent garder une longueur d'avance et saisir les opportunités que ces nouvelles dynamiques apportent en promouvant le DCH et afin de prendre leurs places dans l'économie mondiale.

Ce contexte mondial et régional est également à prendre en compte dans la construction de la résilience des États membres de la CEDEAO autour de leurs systèmes de santé et d'éducation. Lorsque la COVID-19 a démarré, de nombreuses écoles ont fermé et les hôpitaux ont été débordés. La région n'était pas prête à affronter la pandémie. La fermeture des écoles pourrait avoir des conséquences à long terme avec une détérioration des résultats scolaires sur les 30 prochaines années, et une augmentation des taux de décrochage scolaire, en particulier pour les filles. Par ailleurs, les événements liés à l'instabilité politique perturbent les priorités des actions politiques et donc les efforts des États en matière de DCH. Il est essentiel de renforcer la résilience en s'attaquant

1 Hsieh, C. T., et Klenow, P. J. (2010). Comptabilité du développement. *American Economic Journal: Macroéconomie*.

2 Groupe de la Banque mondiale. (2018). *Rapport mondial sur le développement 2019: La nature changeante du travail*.

Potentiel de l'évolution démographique pour le DCH

Même si le taux de fécondité a diminué de 3% entre 2017 et 2019 (avec une baisse considérable de 4,6% en Sierra Leone entre 2017 et 2019), la CEDEAO a connu une forte croissance démographique ces dernières années. Dans l'ensemble, le taux de fécondité est de 4,7 dans la région de la CEDEAO (données entre 2017 et 2019) avec les taux les plus élevés au Niger (6,8) et les plus faibles au Cap-Vert (2,2).¹

L'évolution démographique a un impact direct sur le DCH. La croissance démographique exerce une pression sur le DCH, en particulier sur la santé et la nutrition, et entraîne un besoin croissant d'infrastructures, de professionnels de la santé, ainsi que d'accès à l'éducation, de renforcement des compétences et des taux d'emploi, avec de plus en plus de jeunes à former. Toutefois, cette croissance démographique peut également constituer une opportunité de croissance économique plus élevée si elle est bien exploitée en investissant dans le DCH.

Pour atténuer les défis et tirer parti de la croissance démographique, plusieurs pays ont mis en place des leviers tels que :

- Donner plus de moyens aux femmes et aux filles, sensibiliser les populations au mariage précoce et à la maîtrise de la fécondité, et investir dans la planification familiale afin de ralentir davantage la croissance démographique ;
- Promouvoir l'emploi par l'investissement dans l'éducation, mais aussi en soutenant les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (par exemple en Asie, la croissance portée par les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et orientés vers l'exportation, a favorisé la création d'emploi ainsi que la transition vers des secteurs dont la productivité totale des facteurs est plus élevée.)
- Encourager l'entrepreneuriat pour créer de nouveaux gisements de valeur et les emplois de demain, en particulier pour les jeunes (par exemple, en tirant parti de l'économie numérique).

En bref, la CEDEAO pourrait investir dans le DCH afin de transformer la croissance démographique de fardeau pour les Etats en opportunité de développement social et économique.

¹ Chiffres de l'Indice agrégé de DCH de la CEDEAO, détaillés au chapitre III

aux fragilités (p.ex. : troubles politiques, changement climatique) et de parvenir à la parité entre les genres pour préserver et encourager le développement du capital humain à plus long terme.

Cette vision à long terme est un élément clé de la réussite du DCH. Le capital humain se construit progressivement grâce à des investissements réguliers et à la pensée avant-gardiste. Le retour sur investissement se fait souvent sentir au fil des années et des décennies, mais il est essentiel de maintenir les efforts sur le long terme pour en récolter les bénéfices. Le DCH est la pierre angulaire de la Vision 2050 de la CEDEAO pour une société

régionale inclusive, responsabilisée et construite en tant que région sans frontière, pacifique et cohésive. La priorité accordée au développement du capital humain permettra à la CEDEAO d'ouvrir la voie à la prospérité de la région et d'en faire un héritage durable pour les générations futures.

Tendances et objectifs stratégiques de la CEDEAO en matière de DCH

Le rapport initial de la stratégie régionale intégrée de la CEDEAO 2030 sur le DCH a établi un programme clair pour améliorer les résultats en matière de capital humain dans la région. Il a mis l'accent sur le besoin de i) créer une base de référence pour les actions et les plans actuels en matière de DCH dans tous les États membres afin d'élaborer une vision et une ambition communes ; ii) définir des leviers pour soutenir les stratégies des états membres ; et iii) élaborer un plan d'action pour atteindre cette ambition.

La Stratégie régionale intégrée de la CEDEAO 2030 sur le DCH définit l'indice intégré de la CEDEAO sur le DCH ainsi qu'un ensemble d'indicateurs ciblés associés pour évaluer le rendement du DCH sur trois thématiques : Santé et nutrition ; l'Éducation, les compétences et la participation au marché du travail ; et l'Entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique. Ces thématiques ont été complétées par un indice transversal sur l'inclusion des femmes qui se décline en 19 + 1 indicateurs (N.B. Ces indicateurs ont été examinés en 2022 et sont détaillés au chapitre III). L'ensemble de ces mesures permet de suivre les progrès accomplis par les pays et les régions et peuvent également servir à fixer des objectifs.

Par ailleurs, une évaluation des performances historiques a été réalisée pour ces indicateurs afin de fournir une base de données commune pour

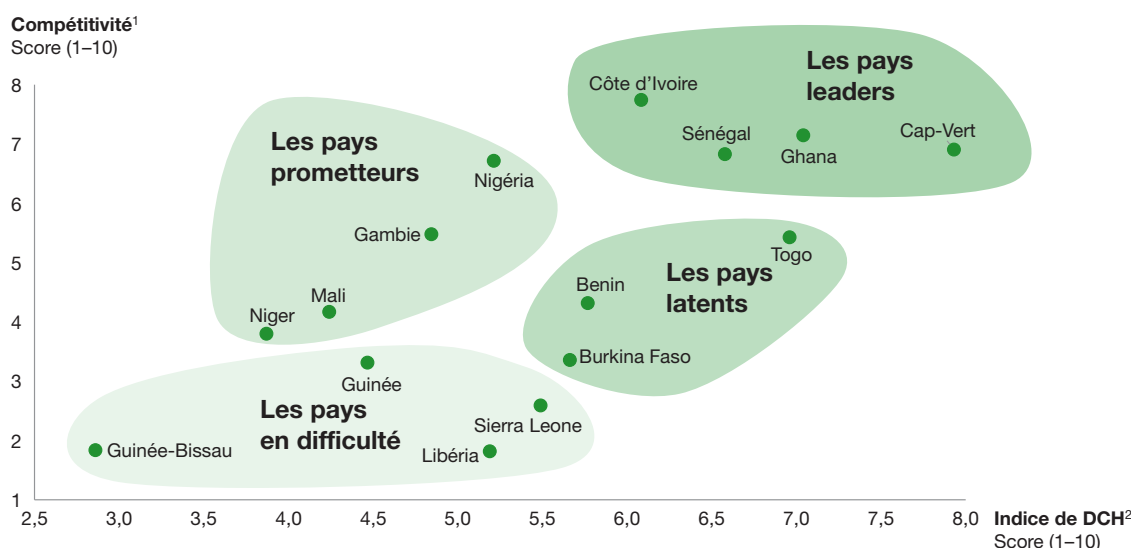
discuter du développement durable dans la région et pour identifier les opportunités d'amélioration.

Dans l'ensemble, les performances diffèrent considérablement d'un État membre à l'autre. Bien que la situation relative au développement du capital humain de chaque pays soit unique, les pays peuvent être classés en archétypes pour comprendre la situation caractéristique de chaque groupe ainsi que les défis et impératifs stratégiques auxquels ils sont confrontés. Les archétypes des pays de la CEDEAO sont basés à la fois sur la performance du DCH et sur la compétitivité économique - cette dernière est un indicateur global de la capacité d'un pays à saisir des opportunités économiques et à soutenir sa croissance.

1. Les « pays leaders » (Cap-Vert, Ghana, Sénégal et Côte d'Ivoire) ont des économies relativement stables et compétitives, et ils surpassent leurs pairs dans les résultats indicateurs du DCH¹. Ces pays sont restés compétitifs en traduisant avec succès les gains économiques en DCH plus forts et de grande envergure ;
2. Les « pays prometteurs » (Togo, Bénin et Burkina Faso) se portent bien sur les indicateurs du DCH, mais ont des économies modérément compétitives ;

1 Source : Banque mondiale

Figure 1 : Archétypes de pays de la CEDEAO en fonction de la compétitivité économique et la performance en matière de DCH



1 Indice de compétitivité basé sur : la facilité de faire des affaires (2020), PIB par habitant, les infrastructures, la productivité du travail, l'accès à la finance et la taille du marché grâce à l'Indice de compétitivité mondiale. Les données manquantes ont été calculées par régression lorsque cela est possible

2 L'indice de DCH comprend 15 indicateurs dans les trois dimensions thématiques de la promotion du programme de DCH dans la région

3. Les «pays latents» (Gambie, Nigeria, Niger et Mali) ont des économies modérément compétitives, mais ont une performance du DCH inférieure à la moyenne régionale ;
4. Les «pays en difficulté» (Libéria, Sierra Leone, Guinée et Guinée-Bissau) ont eu des difficultés économiques (notamment induites par des conflits et de récentes épidémies d’Ebola) et connaissent un retard dans le DCH.

Les archétypes du DCH montrent que les pays de la CEDEAO sont confrontés à différents types de défis et de possibilités. En effet, chaque pays part d’un niveau spécifique sur le DCH et est impacté par des circonstances uniques. Cela renforce d’avantage l’importance de la primauté des stratégies nationales qui tiennent compte des contextes spécifiques à chacun des pays en matière de DDCH

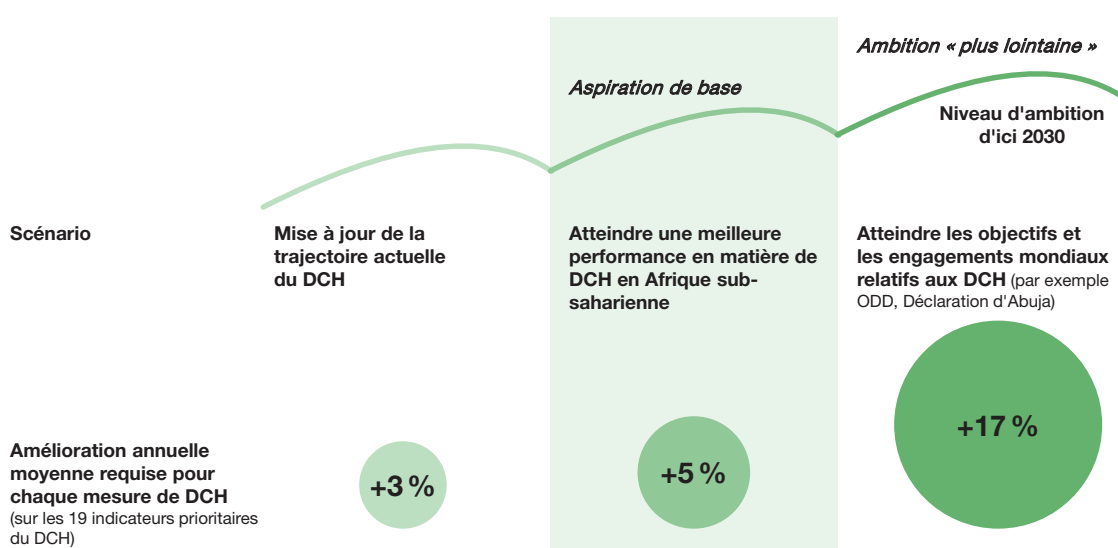
À la suite de l’évaluation de la performance de base, des consultations ont eu lieu entre les pays et les parties prenantes pour s’aligner sur un objectif de 5% d’amélioration annuelle pour la région d’ici 2030 qui a été jugée à la fois ambitieuse et réalisable.

Au-delà de l’analyse des données de performance de tous les États membres, la CEDEAO a mené des centaines d’entretiens avec les parties prenantes afin de recueillir des informations qualitatives auprès des États membres. Le diagnostic portait sur l’identification de défis régionaux communs.

Sept défis ont été relevés :

1. Manque d’une vision régionale et de priorités établies ;
2. Contraintes financières ;
3. Capacités et mécanismes d’exécution limités ;
4. Priorités incohérentes ;
5. Mécanismes de coordination limités ;
6. Capacités locales limitées pour appuyer la mise en œuvre ; et
7. Résistance au changement.

Figure 2: Amélioration annuelle indicative nécessaire pour atteindre les différents niveaux d’aspiration du DCH dans la région de la CEDEAO d’ici à 2030, au moyen de 19+1 indicateurs



Pour relever ces défis, la commission de la CEDEAO s'est engagée à soutenir ses États membres par quatre leviers d'intervention :

1. **Plaidoyer, politique et communication:** Aligner les intervenants sur une vision commune et partager les bonnes pratiques dans la région.
2. **Surveillance et évaluation:** Suivre les progrès et fournir des données normalisées pour éclairer les décisions.

3. **Renforcement des capacités et partage des connaissances:** Faciliter la coopération et le transfert de talents entre les États membres et fournir un soutien technique ciblé aux membres.
4. **Mobilisation des ressources:** Appuyer les efforts de collecte de fonds et coordonner les soutiens des partenaires pour une vision collaborative du DCH.

Sur l'ensemble des quatre domaines, dix programmes concrets ont été conçus pour appuyer les efforts du DCH et des pays. Ces programmes couvrent 24 initiatives spécifiques, chacune rédigée en détail pour une exécution réussie.

Objectif du rapport

Le présent rapport vise à présenter une évaluation des progrès accomplis depuis la publication en 2021 du rapport de stratégie régionale intégrée pour le développement du capital humain de la CEDEAO 2030.

L'analyse présentée dans le présent document est fondée sur quatre données :

1. L'évolution de l'Indice agrégé de la CEDEAO sur le DCH et des indicateurs communs pour les 15 États membres ;
2. L'évolution de l'indice de parité pour le développement humain, en tant qu'indicateur de la performance en terme de parité entre les genres dans les États membres ;
3. L'évaluation qualitative des stratégies et des initiatives entreprises par la Commission de la CEDEAO et les États membres, d'après les résultats issus des consultations des parties prenantes ;
4. Contributions d'experts externes sur certains domaines thématiques essentiels au DCH (p.ex. : COVID-19, emploi des jeunes, dividendes numériques).

Le présent rapport donne un aperçu des réalisations que les États membres peuvent tirer des leçons de l'avenir et en tirer des enseignements.

Il s'inscrit dans un processus de partage des compétences entre les États membres.

Ce rapport met également en lumière les défis que la Commission de la CEDEAO et que les États membres doivent encore relever. Surmonter ces défis permettra de soutenir la mise en œuvre complète de stratégies DCH respectives à chacun des pays ainsi que des solutions communes.

Des thèmes clés affectant le développement humain et la cohésion sociale, tels que l'emploi des jeunes ou la parité des sexes, sont également abordés ici avec une perspective singulière. Cela définit les défis plus larges et les meilleures pratiques dans la région dont la Commission de la CEDEAO et ses États membres doivent tenir compte lors de l'élaboration ou de la mise en œuvre de leurs stratégies de développement durable.

Dans l'ensemble, le présent rapport décrit les leçons importantes tirées à l'échelle mondiale et locale et leurs répercussions sur les stratégies locales et régionales en matière de DCH. Il vise à définir comment la CEDEAO peut aider ses 15 États membres à déployer ces stratégies dans les mois à venir.

Figure 3: Résumé de la Stratégie régionale intégrée de la CEDEAO pour le développement du capital humain structurée autour de quatre leviers stratégiques et de dix programmes concrets

Levier	Programme		Initiatives
Plaidoyer, politiques et communication	1	Créer une vision régionale intégrée en matière de DCH	1A – Création d’une vision intégrée sur la performance du DCH dans la région
	2	Promouvoir l'adoption des meilleures pratiques DCH	2A – Publication des rapports périodiques sur le DCH
			2B – Elevage de l'agenda sur le DCH à tous les sommets des chefs d'État
			2C – Communication sur les efforts et les domaines d'intervention de la CEDEAO (domaines thématiques du DCH)
	3	Communiquer sur le DCH avec les principales parties prenantes	3A – Établissement des normes régionales dans les domaines thématiques du DCH
			3B – Plaider pour l'expansion des changements législatifs les plus pertinents à travers la région
			3C – Déploiement de campagnes de sensibilisation ciblées
Pilotage et évaluation	4	Suivre et évaluer les progrès sur le DCH	3D – Facilitation de dialogue entre les gouvernements, les donateurs et les acteurs du secteur privé afin d'encourager la collaboration en vue de faire progresser le DCH
			4A – Développement d'un centre de données sur le DCH et d'un tableau de bord pour l'Afrique de l'Ouest
Renforcement des capacités et partage des connaissances	5	Faciliter l'apprentissage par les pairs et le partage des connaissances	4B – Organisation des réunions régulières avec les unités d'exécution afin de suivre les progrès des initiatives de la CEDEAO en matière de DCH
			5A – Création un site Web pour le partage des connaissances
			5B – Organisation des ateliers de partage entre les états pour tirer parti des meilleures pratiques d'exécution et d'implémentation
	6	Créer des centres d'excellence régionaux	5C – Création de programmes de rotation entre les équipes d'exécution des pays
			6A – Mise en place de programme de mobilité pour les leaders de la région
			6B – Organisation de programmes de formation d'une année à l'intention des professionnels de l'éducation et de la santé
	7	Faciliter le renforcement des compétences et le transfert des talents	6C – Mis en place d'un centre d'excellence pour compléter les compétences en terme de DCH au sein des pays
			7A – Aboutissement de l'harmonisation des programmes et des certificats pour les systèmes éducatifs
			7B – Octroi de bourses ciblées
	8	Fournir un soutien technique sur le terrain en matière de DCH	7C – Mise à disposition de possibilités d'échange pour des rotations à court terme dans n'importe quel État membre de la CEDEAO pour des fonctionnaires
7D – Rééquilibrage des compétences de travail entre les pays			
Mobilisation des ressources	9	Assurer la coordination entre les donateurs pour la mobilisation et le déploiement des ressources	8A – Création d’une force de travail sur le renforcement des capacités et l’aide en matière de DCH
			8B – Provide strategic support to decision makers
	10	Soutenir les actions de collecte de fonds pour déployer davantage de ressources	9A – Create transparency on countries resource needs to drive partnerships
			9B – Création d’une stratégie commune de mobilisation des ressources pour la région
			10A – Elaboration des outils et des ressources pour aider les Etats membres à mobiliser des fonds et un soutien technique

The background is a solid green color. In the upper left corner, there are several curved, parallel lines in a lighter shade of green, creating a sense of movement or a stylized graphic element.

Chapitre II

**Efforts de la
CEDEAO pour
soutenir le DCH
dans la région**

CHAPITRE II

EFFORTS DE LA CEDEAO POUR SOUTENIR LE DCH DANS LA RÉGION

Points forts du chemin parcouru jusqu'à présent

La Commission de la CEDEAO a commencé ses efforts en juillet 2019 en s'efforçant d'élaborer une vision régionale et une stratégie correspondante pour faire progresser le DCH. En 2020 et 2021, elle a sollicité des centaines d'experts et de parties prenantes dans les secteurs public et privé ainsi que dans la société civile pour aider à définir l'ambition et la stratégie globales de la promotion du DCH et de l'action régionale.

La base du DCH a été construite en deux vagues dans la région. La première vague a eu lieu en 2020 dans les neuf États membres du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Niger, de la Sierra Leone, du Nigeria, de la Guinée, du Cap-Vert, du Togo et du Burkina Faso. La deuxième vague a été lancée en 2021 dans les six États membres de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Libéria, du Mali, du Sénégal et du Bénin.

La CEDEAO a utilisé ces conclusions pour définir les principaux objectifs pour la région, publiés dans la Stratégie régionale intégrée de développement du capital humain de la CEDEAO 2030. Ce rapport a rassemblé plus de 600 personnes dans 14 États membres pour mener plus de 250 entretiens et engager des discussions avec plus de 200 organisations, dont des gouvernements, des organisations internationales, des donateurs, des institutions civiques et des groupes du secteur privé. 23 activités de syndication ont été organisées pour s'aligner sur le premier projet de la stratégie de la CEDEAO en matière de DCH. L'événement de syndication qui s'est déroulé pendant le Sommet des chefs d'État a établi les bases de la vision commune du DCH que la CEDEAO a finalement adoptée.

Cette vision commune a nourri une réflexion au niveau national où les gens ont reconnu l'importance du DCH. La CEDEAO a appuyé la création d'indices permettant de suivre les progrès accomplis afin d'avoir une vision plus claire de la performance du DCH. Cette volonté d'améliorer le suivi et l'évaluation a aussi conduit à la volonté de créer un tableau de bord pour suivre les progrès de la mise en œuvre de la stratégie. Entre-temps, plusieurs sessions de formation ont été organisées pour renforcer les capacités de la Commission et des coordonnateurs de la CEDEAO.

Les États membres de la CEDEAO ont déjà lancé plusieurs initiatives fondées sur des stratégies existantes ou en cours d'élaboration. Le Sénégal, par exemple, a commencé à améliorer l'accès aux services de santé, en particulier dans les zones rurales. Cet effort local a permis de réduire considérablement les taux de mortalité maternelle et néonatale et d'améliorer la performance du pays en matière de mesures sanitaires. Dans l'ensemble, cependant, les indicateurs ne montrent que de légères améliorations et sont inférieurs aux objectifs.

Entre temps, les États membres ont dû faire face à la COVID-19 et à des troubles politiques. Ces facteurs ont perturbé la mise en œuvre de plusieurs nouvelles stratégies et initiatives en matière de DCH. Aujourd'hui, l'élan est revenu, mais reste fragile.

Nouveaux angles sur la pandémie COVID-19 et son impact sur le DCH dans la région

Au cours des dernières années, des progrès importants ont été réalisés sur le front du DCH. Toutefois, les systèmes de santé et d'éducation en Afrique ont été mis à l'épreuve au cours de la pandémie, car des millions de vies ont été touchées lorsque la COVID-19 est survenue, à la fois dans le monde entier et en particulier dans la région de la CEDEAO.

Les effets à long terme peuvent être plus importants que ce qu'ils semblaient être initialement. Les fermetures d'écoles ont affecté les cycles d'apprentissage jusqu'à ce jour entraînant des taux de décrochage scolaire significatifs. Après la pandémie d'Ebola, 13 % des élèves en Sierra Leone et 25 % des élèves au Libéria ont quitté définitivement l'école, les filles et les élèves de foyers à faible revenu étant les plus touchés. 194 pays ont été forcés de fermer leurs écoles et de passer à l'enseignement numérique en ligne. Cela pourrait infliger de lourdes conséquences sur l'éducation au cours des prochaines décennies.

Du côté de la santé, d'autres programmes de santé publique, tels que la distribution de moustiquaires et les campagnes d'immunisation, ont été suspendus pour faire face à la COVID-19. Le chômage, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel, a augmenté de façon spectaculaire en raison du choc économique qui s'en est suivi, rendant la région particulièrement vulnérable. Par conséquent, la CEDEAO pourrait continuer à faire du DCH une priorité tout en soutenant les États membres lors de cette pandémie et au-delà.

L'inclusion des genres, en particulier les possibilités offertes aux filles, est un facteur clé dans toutes les dimensions du DCH. Lorsqu'elle est mise à l'épreuve, la parité des genres peut avoir un impact majeur sur le DCH comme nous avons pu le constater lors de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016. Les blocages et les perturbations subis à l'époque, comme ceux observés pendant la COVID-19, ont eu des conséquences plus lourdes pour les femmes et les filles. L'accès des femmes aux soins prénataux et d'accouchement dans des établissements de santé avait été considérablement réduit, ce qui a eu un impact sur les taux de mortalité tant pour les mères que pour les nourrissons. Par ailleurs, étant donné que les taux de réinscription des filles à l'école sont plus faibles en raison des taux élevés de



grossesse, elles ont tendance à être plus touchées par la fermeture des écoles. Il est donc important de renforcer l'accès des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest à la santé et à l'éducation afin de maintenir l'élan du DCH dans la région.

Il y a d'autres vulnérabilités plus intrinsèques qui méritent d'être examinées dans les années à venir. Il y a moins de deux médecins pour 10.000 en Afrique de l'Ouest, tandis qu'il y en a 16 en Amérique latine et 30 dans les pays de l'OCDE.¹ Même avant la COVID-19, près d'un tiers des enfants d'Afrique de l'Ouest ne terminait pas l'école primaire, comparé à 2% des enfants dans les pays de l'OCDE.²

Ces facteurs ont conduit à une réévaluation urgente du DCH comme priorité absolue pour les années à venir, et plus particulièrement sur les fronts de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Alors que les pays s'adaptent à la COVID-19 et abordent les prochaines années, les États membres de la CEDEAO auront également besoin de doubler les efforts pour sécuriser et défendre les gains réalisés dans le DCH au cours de la dernière décennie. Ils devront garder l'éducation et l'inclusion économique, ainsi que la santé, comme priorité absolue. Il est également important de respecter les engagements envers les générations actuelles et futures notamment celle des jeunes qui entreront bientôt sur le marché du travail. De nombreux pays ont mis en place des initiatives pour atténuer l'effet de la COVID-19.

Par exemple, dans Santé et nutrition :

- Les citoyens s'attendent à un système de santé de qualité meilleure dans le contexte de défis sanitaires et sociaux ;
- Il est essentiel de mettre au point des systèmes de prévention contre les épidémies pour accélérer la transition épidémiologique, de sensibiliser la population à l'hygiène (par exemple, par le biais de l'éducation dans les écoles mais aussi celui des campagnes médiatiques) et d'améliorer l'accès à l'eau potable ;
- Les défis à long terme tels que la construction d'infrastructures de santé, l'accélération des soins offerts à la population et le développement de technologies numériques au service des soins de santé (e-learning et télémédecine) ont également été exacerbés.

Dans le domaine de l'éducation, de nombreux pays ont mis en place des initiatives pour atténuer l'effet de la COVID-19 :

- Promouvoir l'équité, y compris pour les populations les plus vulnérables, en éliminant les inégalités et en soutenant des modèles d'enseignement plus personnalisés ;
- Renforcer davantage le rôle central des enseignants dans le système éducatif en leur assurant les meilleures conditions pour exercer leur métier et pour développer des compétences accrues notamment dans les nouvelles technologies ;
- Examiner les méthodes pédagogiques et les programmes scolaires en prenant en compte la diversité des systèmes locaux et en intégrant le contexte local, et s'attaquer aux inégalités croissantes de la qualité de l'éducation entre les écoles publiques et privées, entre les populations aisées et vulnérables, et entre les zones urbaines et rurales ;
- Utiliser des outils technologiques pour améliorer les performances globales du système, notamment en utilisant les données pour détecter les points de difficultés et planifier des actions ciblées ;
- Redonner la priorité aux projets en cours, en tenant compte des restrictions budgétaires dues à la réaffectation des ressources financières dans le contexte d'intervention contre la COVID-19 (p.ex. : les mesures sanitaires pour rouvrir les écoles) ;
- Accorder encore plus d'importance à la corrélation entre la formation et l'emploi afin de se réorienter vers les secteurs les plus dynamiques après la COVID-19 ; se concentrer sur la création d'emplois après une période d'activité en baisse.

1 Source : Banque mondiale, dernière année disponible

2 Source : *idem*

Principales initiatives prioritaires lancées après 2020

Suite à la validation de la stratégie par les États membres, la CEDEAO a concentré la première vague de mise en œuvre sur le plaidoyer et la sensibilisation à l'importance du DCH, ainsi que sur la promotion du renforcement des capacités dans les pays par le biais des points focaux. Cette première vague de mise en œuvre se matérialise par :

1. **Rapport sur le capital humain 2022:** Grâce à ce document, la Commission de la CEDEAO et les États membres peuvent examiner les succès et les défis à ce jour. Ils peuvent alors adapter leurs priorités et prendre les décisions appropriées pour mettre en œuvre les stratégies nationales dans les mois et les années à venir. Le rapport doit être mis à jour chaque année par le biais d'une collaboration entre la Commission de la CEDEAO et les centres de liaison afin de suivre les progrès réalisés sur la base de l'indice et des données qualitatives fournies. En complément de ce rapport, un rapport spécifique à la parité des genres est également publié afin de souligner l'importance de la parité des genres pour le DCH;
2. **Indice intégré de développement du capital humain de la CEDEAO:** Grâce à cet indice, permettant de suivre à la fois les données actuelles et les données historiques, les États membres peuvent mesurer leurs performances et identifier les domaines à améliorer. L'indice repose sur trois dimensions : Santé et nutrition ; Éducation, compétences et participation au marché du travail ; Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique. Cet indice sera suivi au moyen d'un tableau de bord aux niveaux des États membres et de la CEDEAO ;
3. **Indice de DCH de la CEDEAO pour la parité entre les genres:** Cet indice utilise plusieurs indicateurs de l'indice agrégé de DCH, afin de fournir une vue d'ensemble sur les performances en matière de parité entre les genres dans les États membres de la CEDEAO. Étant donné que la clé de voûte d'une stratégie de développement du CH réussie réside dans l'inclusion des femmes et des jeunes filles, il est essentiel de suivre de près et en permanence les indicateurs de cet indice, en plus de l'indice agrégé de DCH de la CEDEAO ;

Figure 4: Cinq initiatives prioritaires pour soutenir le DCH

1	2	3	4	5
Rapport sur le capital humain 2022	Index intégré de DCH de la CEDEAO	Indice de DCH de parité femmes / hommes	Tableau de bord du suivi et de l'évaluation du DCH	Formations pour les coordinateurs des pays sur les thématiques du DCH
Nouvelle édition d'un rapport régional annuel sur le DCH pour donner un aperçu de la performance et des perspectives de développement de la région, et pour servir d'outil de plaidoyer aux les chefs des Etats	Création d'un indice agrégé mesurant les progrès accomplis par chacun des États membres de la CEDEAO dans la réalisation des objectifs fixés en matière de DHC (capture de 18 sous-indicateurs)	Création d'un indice agrégé mesurant les progrès réalisés dans l'intégration des femmes dans le DCH dans chaque État membre de la CEDEAO	Tableau de bord régional communiquant les résultats des pays sur l'ensemble des indicateurs DCH et fournissant, en toute transparence, les informations actualisées sur les efforts en cours	Programme de formation visant à renforcer les capacités des points focaux sur les thématiques du DCH (p. ex. santé et nutrition, éducation, etc.), ainsi que les compétences transversales (p. ex., pensée stratégique, résolution de problèmes)
Facteurs de durabilité	Engagement continu des équipes de la CEDEAO chargées du DCH		Syndications et mise en œuvre dans les Etats Membres	Transmission et support à la prochaine direction

4. **Tableau de bord de la surveillance et de l'évaluation du développement du capital humain:** Cet outil est conçu pour soutenir la mise en œuvre des stratégies des États membres. Il permet de mettre à jour l'Indice de DCH de la CEDEAO et l'Indice de DCH de la CEDEAO pour la parité entre les genres. Ce tableau de bord suit les progrès accomplis, énumère les obstacles éventuels et permet d'attribuer des tâches dans le cadre d'initiatives afin d'assurer une exécution rapide et efficace par les équipes concernées;
5. **Formation des centres de liaison pour le DCH:** Ces sessions de formation visent à renforcer les capacités des parties prenantes agissant en tant que points focaux des États membres. Elles sont également conçues pour permettre aux membres de l'équipe de la Commission de la CEDEAO sur le DCH et aux coordonnateurs de former d'autres ressources dans leurs pays respectifs et de renforcer les équipes chargées de la mise en œuvre des

initiatives. Certaines de ces formations ont eu lieu en personne et d'autres ont pris la forme de webinaires en ligne sur trois thèmes transversaux: la pensée stratégique, la résolution de problèmes et une communication efficace. Cinq sujets clés y ont été abordés: Santé et nutrition, Parité entre les genres, Numérique, Éducation et compétences, et Inclusion financière. Toutes les séances ont permis aux participants d'échanger et de partager leurs expériences respectives sur le terrain.

Tous les États membres sont encouragés à tirer parti de ces initiatives et à les utiliser comme facilitateurs dans leurs pays respectifs.

DCH et numérique

Le numérique crée de la valeur dans tous les secteurs d'activité, grâce aux effets combinés du transfert de valeur aux consommateurs, de l'obsolescence des produits et services, et de la réduction des obstacles à la concurrence. L'ONU estime la contribution du secteur numérique entre 4,5 % à 15 % du PIB en 2019.

Le dividende numérique peut également être perçu à travers l'impact sur le gouvernement, les citoyens et les entreprises. Par exemple, la numérisation des services publics peut générer jusqu'à +12 % de productivité globale avec un potentiel d'environ 1 milliard de dollars par an.¹ Elle permet également d'améliorer l'accès des citoyens aux services de santé, d'éducation et des aides sociales grâce aux portails numériques.

Les transitions numériques déployées par les pays à l'échelle nationale s'articulent souvent autour de trois leviers :

- **La demande numérique :** Afin de mieux percevoir le potentiel de la numérisation, les pays s'engagent à comprendre le niveau d'intérêt des marchés locaux pour estimer la demande pour le numérique et les secteurs technologiques, y compris les services publics ainsi que les secteurs sociaux et économiques de la numérisation ;
- **L'offre et l'écosystème digitaux :** La numérisation exige des efforts combinés de la part des entreprises digitales, des investisseurs et des acteurs de la R&D ;
- **Les facilitateurs :** Des politiques et des réglementations adaptées doivent être mise en place pour soutenir la numérisation. Les infrastructures de support, les aptitudes et les talents adéquats doivent également être développés et régulièrement mis à jour.

Cependant, les pays sont souvent confrontés à des défis lors de la mise en œuvre de leurs stratégies numériques dans les domaines de :

- La mobilisation et la gestion du changement pour créer une conscience globale et une confiance des usagers dans le numérique ;
- L'accès et l'utilisation des infrastructures et des outils adéquats ;
- La formation des talents et le renforcement des capacités ;
- La mise en place d'une gouvernance numérique pour créer des synergies ;
- La sécurisation de financements réguliers et suffisants.

Le numérique a été un moteur important de la progression de l'indice DCH au sein de la CEDEAO. Les États membres ont en effet mis des outils numériques au service de l'amélioration de l'accès des populations aux services financiers, publics et de la santé. Par exemple, le Togo a mis en place une application mobile pour déboursier des aides mensuelles aux plus vulnérables pendant la pandémie. De nombreuses autres initiatives menées par les secteurs publics et privés ont vu le jour dans la région, ce qui montre que les pays peuvent encore tirer pleinement parti du dividende numérique notamment en matière de développement du capital humain.

¹ Source: A Statistics; statistiques OCDE; McKinsey & Company



Formation des représentants des pays et des membres de la Commission de la CEDEAO en Sierra Leone en avril 2022



Chapitre III

**Performance
du DCH dans la
CEDEAO depuis
l'année dernière**

PERFORMANCE DU DCH DANS LA CEDEAO DEPUIS L'ANNÉE DERNIÈRE

Indice de DCH intégré de la CEDEAO

Mise à jour sur la méthodologie

L'index a été conçu pour être l'étoile Polaire de toutes les initiatives. Il a été construit selon l'ambition de la CEDEAO sur trois dimensions principales. Il fixe des objectifs clairs définis en 2021 et sera mis à jour chaque année pour suivre les progrès des États membres. Le suivi des progrès de l'indice de DCH est essentiel pour maintenir l'accent sur le DCH et sa progression. L'indice permet aux États membres de comprendre leur performance en matière de DCH de manière granulaire, de célébrer les succès et de souligner les tendances négatives à redresser.

Pour que la stratégie soit couronnée de succès, il est essentiel que l'indice annuel de DCH soit mis à jour régulièrement avec l'appui des points focaux.

L'objectif de cette section est de détailler la méthodologie de la mise à jour de l'indice de DCH ainsi que les résultats de la première itération sur l'examen de l'indice de DCH de 2022.

La mise à jour de l'index nécessite quatre étapes :

1. Sur chacune des trois dimensions du DCH, une liste d'indicateurs est définie pour rendre compte de l'évolution des intrants (p.ex. : les dépenses gouvernementales) ainsi que des extrants (p.ex. : le ratio enseignants-élèves) et des résultats (p.ex. : l'alphabétisation des jeunes) ;
2. La valeur pour chaque pays est normalisée sur une échelle de 0 à 1 pour permettre une lecture comparative. Les valeurs maximales de 0 à 1 sont définies de façon à assurer la comparabilité des valeurs au fil du temps ;
3. Les indicateurs sont ensuite agrégés par thème¹ et des ajustements sont effectués pour tenir compte de toute corrélation entre les indicateurs et l'évolution des résultats liés, comme la mortalité infantile et la mortalité maternelle ;

l'indice est ensuite intégré au niveau national. La méthode utilisée pour calculer la moyenne par thème, est la somme des carrés des indicateurs - une moyenne arithmétique - pour refléter la distance par rapport à la performance cible idéale. Le carré de la variation (ou distance par rapport à la cible) est calculé pour chaque indicateur, la variation étant définie comme l'écart entre chaque valeur individuelle et la moyenne, afin de réduire l'effet statistique potentiel de toute valeur aberrante.

4. Un Indice de DCH entièrement agrégé est ensuite compilé pour la région sur chacune des trois dimensions et est finalement agrégé globalement comme une moyenne de tous les États membres.

L'indice intégré comprend des données de référence (2017 ou 2016 selon la disponibilité des données) et des valeurs plus récentes, pour la plupart à partir de 2020. Il permet d'évaluer le contexte actuel du DCH et de comprendre son évolution au cours des deux à trois dernières années.

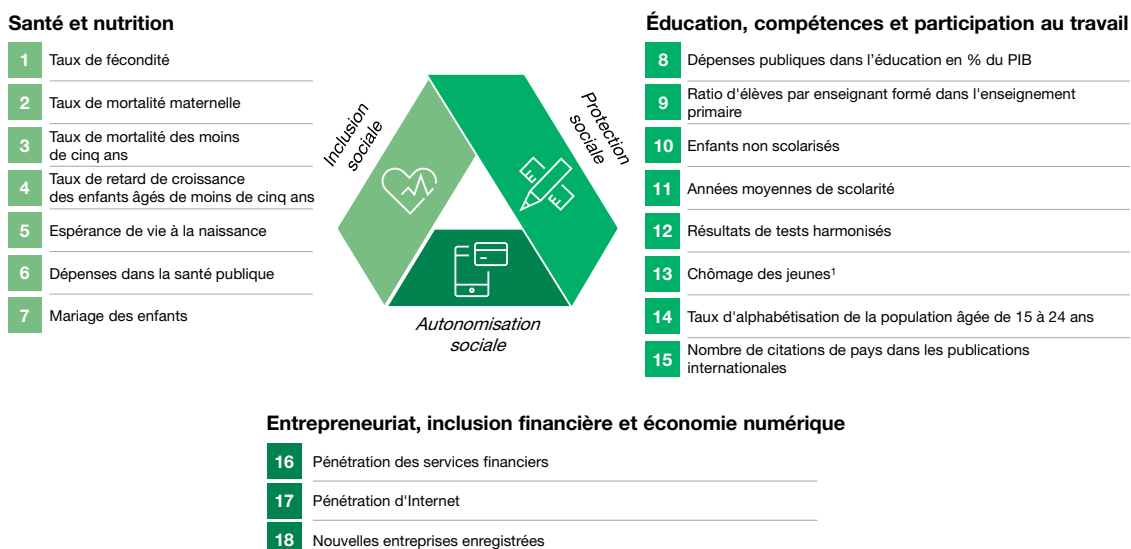
Les résultats observés n'incluent que partiellement :

- L'impact négatif de la pandémie COVID-19 ou des troubles politiques récents, des perturbations des systèmes de santé, la fermeture des écoles ou des menaces pour les moyens de subsistance ;
- L'impact de la stratégie agrégée CEDEAO à horizon 2030 sur le DCH.

La figure ci-dessous présente la liste des indicateurs sélectionnés. Depuis 2021, quatre des 19 indicateurs initiaux liés à la dimension Entrepreneuriat ont été abandonnés en raison de problèmes de fiabilité des données (Pas de procédures pour démarrer une entreprise, Coûts de démarrage d'entreprise, Adulte possédant

¹ Agrégation au niveau thématique en calculant le carré de la distance à la cible pour réduire l'effet des valeurs extrêmes

Figure 5: Trois dimensions du DCH et indicateurs prioritaires revus



un compte, Tarifs Internet fixes). Ces indicateurs ont été remplacés pour la mise à jour de l'indice agrégé DCH de la CEDEAO par trois nouveaux indicateurs : Pénétration des services financiers, pénétration d'Internet, Nouvelles entreprises enregistrées.

L'indice actuel est calculé avec les données disponibles mais ne couvre pas entièrement tous

les pays pour tous les indicateurs. À l'avenir, les États membres ont exprimé le besoin de soutenir l'amélioration de la collecte de données sur le terrain afin de représenter avec plus de granularité le Développement du Capital Humain sur le continent.

Résultats globaux de l'indice de DCH

Performances actuelles

- Dans l'ensemble, l'indice de DCH de la CEDEAO en 2020 reste bas pour la région. Ceci est conforme à l'analyse faite sur les données de 2017, étant donné que la stratégie et ses effets ne sont pas encore visibles sur les indicateurs. Les dimensions générales de la Santé et de l'Éducation n'atteignent pas l'ambition tandis que la dimension Entrepreneuriat est supérieure à l'ambition fixée pour l'année :
- Santé et nutrition est la dimension où les États membres agissent le mieux (avec un score le plus élevé de 0,70 pour cette dimension pour le Cap-Vert), même si des progrès importants restent à faire. Bien que les dépenses publiques soient inférieures à l'ambition, les résultats augmentent la moyenne de l'indice (p.ex. : le taux de mortalité maternelle, le taux de retard de croissance de moins de cinq ans). Ces indicateurs illustrent les investissements réalisés par les pays dans les programmes précédents sur la santé et plus particulièrement sur la santé des femmes et des mères ;
- Sur le plan de l'éducation, l'indice montre que les gouvernements investissent dans le secteur et poussent à engager plus de professeurs et à scolariser davantage d'enfants. Les résultats sur l'alphabétisation et les résultats des tests scolaires sont encore inférieurs à l'ambition, compte tenu du temps nécessaire pour que ces indicateurs soient affectés. Les valeurs prises en compte dans cet indice ne reflètent pas pleinement l'impact de COVID-19, qui a exercé une pression considérable sur les écoles et les systèmes éducatifs. Nous nous attendons à ce que cette région soit fortement touchée au cours des prochaines années ;
- Bien que la dimension Entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique affiche la valeur la plus faible de l'indice, ce chiffre est au-dessus de l'ambition pour 2020. En fait, l'inclusion financière dans la région ainsi que la pénétration d'Internet sont à l'origine de

l'augmentation de l'indice. Cette dimension souligne le rôle du secteur privé en tant que partenaire dans l'amélioration du DCH dans la région; en effet les banques, les institutions financières et les sociétés de télécommunications en ont été les principaux moteurs en proposant des services moins onéreux, des applications plus simples à utiliser, et une simplification des transactions. La concurrence accrue a par exemple poussé l'opérateur Orange à arrêter de facturer des frais sur les retraits et n'applique maintenant que des commissions fixe de 0.8% au Sénégal. Le gouvernement a également accéléré le déploiement de l'accès à Internet dans l'ensemble du pays et de la facilitation et de la promotion de l'accès au système financier. La fiscalité intéressante et les réglementations moins contraignantes sur les opérateurs comparés au secteur bancaire

traditionnel contribue également à accélérer l'inclusion financière à travers le « mobile money ».




L'indice est par ailleurs impacté par un faible nombre de nouvelles entreprises enregistrées qui ne traduisent pas pleinement le dynamisme du secteur privé local, les données de 2020 étant affectées par des blocages et des défis économique liés à la pandémie.

Évolution et tendance

À mesure que nous observons l'évolution de l'indice DCH, nous pouvons célébrer une amélioration tirée principalement par l'esprit d'entreprise où l'évolution est au-dessus des attentes. En ce qui concerne la santé, l'amélioration est faible, tandis que l'éducation montre une stagnation des indicateurs.

Cette amélioration est principalement due à une évolution rapide de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'inclusion numérique (+50 % en

Figure 6: Évolution des performances de la CEDEAO en matière de DCH

	Performance ¹ : ■ Très forte ■ Forte ■ Moyenne ■ Faible			
				
	Index intégré de DCH	Santé et nutrition	Éducation, compétences et participation au marché du travail	Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique
Référence, 2016-18	0,22	0,38	0,24	0,09
Progrès accomplis	+0,02	+0,02	0,00	+0,05
Dernière valeur, 2018-20 ²	0,24	0,35	0,24	0,14
Ecart entre la cible et la dernière valeur	-0,01	-0,03	-0,04	+0,03
Valeur cible, 2019-20 ³	0,26	0,38	0,28	0,11
Valeur cible, 2030	0,45	0,61	0,44	0,29

1 Les niveaux de performance diffèrent entre la valeur de référence, la valeur la plus récente et la cible. Très forte correspond aux scores les 25 % plus élevés de l'index intégré parmi les 15 pays de la CEDEAO, forte à des scores entre les 25 % et 50 % les plus élevés, moyenne aux scores entre les 50 % et 25 % les moins performants

2 Année valable pour tous les indicateurs, à l'exception du ratio de mortalité maternelle et de la propriété des comptes pour adultes, qui n'a pas été publiée depuis 2017

3 L'année cible est égale à l'année la plus récente, sauf pour les pays pour lesquels aucune mise à jour n'a été effectuée depuis la date de référence. Dans ce cas, l'année de référence est l'année de 2019

Remarque: Suivant les indicateurs et les pays, les années de référence peuvent varier de 2016 à 2018, tandis que les données cibles et les données les plus récentes de 2018 à 20

Source: Indice intégré CEDEAO, apports d'experts, Banque mondiale, OMS, ILOSTAT, Scimago, UNESCO

trois ans), qui traduit les efforts déployés dans la région pour améliorer l'inclusion financière ainsi que l'accès à Internet. Sur le plan de la santé et de la nutrition, l'évolution découle des efforts déployés au cours des cinq à dix dernières années dans le domaine de la santé maternelle, avec des répercussions qui commencent à se manifester sur les principaux indicateurs de résultats. Cette amélioration arrive en dépit de la diminution des dépenses publiques qui pourrait avoir un impact sur les résultats à plus long terme. Finalement, sur la dimension Éducation, Compétences et Participation au travail, l'évolution est plate. Cette évolution est motivée par un investissement accru du gouvernement dans le secteur, ainsi que par une volonté de scolariser davantage d'enfants, alors que les résultats ont évolué négativement et nécessiteront plusieurs années pour récolter le fruit de l'augmentation des investissements accru.

À un niveau plus granulaire et par dimension, l'évolution diffère :

- **En Santé et nutrition**, les améliorations apportées par la CEDEAO sont motivées par l'amélioration des indicateurs de résultats clés (diminution de la fertilité, mortalité des moins de cinq ans et taux de retard de croissance des moins de cinq ans). Ces améliorations sont fragiles car les dépenses publiques en santé ont diminué (-1,1%) malgré la croissance démographique. Étant donné que l'investissement du gouvernement n'est pas stable, la tendance à cette dimension devra être surveillée de près, en particulier compte tenu des conséquences potentielles de la pandémie.

En examinant de plus près les dépenses de santé par habitant, on constate que plus de la moitié des États membres investissent en dessous de la moyenne régionale (en % du PIB). Si l'on examine les données historiques, la corrélation est claire entre les dépenses publiques et les résultats en matière de santé. Dans l'hypothèse d'une bonne exécution, de fortes dépenses publiques sont le principal facteur d'amélioration des résultats en matière de santé. Cela renforce la nécessité de maintenir ou d'améliorer les dépenses publiques dans le secteur tout en renforçant le suivi des performances.

Dans l'ensemble, l'indice de santé et de nutrition montre que les gouvernements de la région pourraient donner la priorité à ce secteur dans leurs dépenses, car la corrélation avec les

résultats a été démontrée dans la plupart des pays de la région.

- **Dans l'Éducation**, les compétences et la participation au travail, les dépenses publiques moyennes en éducation ont augmenté de manière significative (+6,9%) et ont dépassé de 0,05 point l'objectif. En revanche, la performance dans l'éducation avec le nombre d'enfants non scolarisés, les résultats harmonisés des tests ou le Youth Neet, a diminué. Les seules exceptions sont la scolarisation et le taux d'alphabétisation. Dans l'ensemble, la CEDEAO a enregistré des résultats mitigés sur ce segment.

La stagnation de l'Éducation, les compétences et la participation au travail malgré les progrès des dépenses publiques peut être liée à deux facteurs :

- La construction d'infrastructures, la formation des enseignants ou l'amélioration des résultats aux examens des élèves prennent du temps avant que leur impact ne se manifeste - les résultats doivent être suivis sur une période plus longue avant de voir des résultats ;
- D'autres préoccupations concernent le lien entre les dépenses et les résultats. Les données historiques montrent que les dépenses publiques ne se sont pas systématiquement traduites par une amélioration des résultats. En fait, les problèmes d'exécution, le manque de compétences dans le pays ainsi que les problèmes d'accès qui dépassent le cadre du secteur (par exemple, les infrastructures) entravent l'évolution de ces résultats. Cela confirme que l'éducation a des ramifications qui dépassent le champ d'action direct du secteur et que, même si les dépenses publiques constituent une base positive pour la croissance, elles doivent être renforcées par des capacités d'exécution plus solides et des facteurs extérieurs au secteur.

L'éducation, les compétences et la force de travail constituent de loin la dimension qui exige les efforts les plus constants et une attention particulière à la mise en œuvre pour assurer le progrès. Les résultats de l'indice montrent qu'il faut du temps avant de voir des résultats positifs, mais d'autre part, la détérioration peut être très rapide. La comparaison des classements

Figure 7: Classement par pays de la CEDEAO



1 Année valable pour tous les indicateurs, à l'exception du ratio de mortalité maternelle et de la propriété des comptes pour adultes, qui n'a pas été publiée depuis 2017

2 L'année cible est égale à l'année la plus récente, sauf pour les pays pour lesquels aucune mise à jour n'a été effectuée depuis la date de référence. Dans ce cas, l'année de référence est l'année de 2019

Remarque : Suivant les indicateurs et les pays, les années de référence peuvent varier de 2016 à 2018, tandis que les données cibles et les données les plus récentes de 2018 à 2020

en terme de performance en éducation par rapport aux valeurs de référence montre un rythme limité de progrès (principalement des gains de une position) mais une baisse significative dans le cas du Bénin ou du Nigeria (respectivement -7 et -3 positions). **Pour la dimension Entrepreneuriat**, les progrès observés peuvent être liés à la contribution positive du secteur privé démontrée par la forte amélioration de l'accès Internet et financier et ce malgré le retard de la CEDEAO en ce qui concerne le nombre d'entreprises créées.

- Cette performance positive a été plus efficace lorsqu'elle a été soutenue par les efforts du secteur public dans ce domaine. En examinant le Ghana, qui affiche les progrès les plus rapides sur toutes les dimensions, l'État a introduit diverses mesures, comme des ajustements sur le coût et la qualité de l'Internet (par exemple, la politique nationale gambienne de la large bande), une réglementation sur l'accès au financement avec :
 - Le projet Gambia Youth Empowerment (YEP), lancé en 2017, soutient l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes et développe des programmes de microfinancement

qui répondent aux besoins des jeunes entrepreneurs sous forme de prêts ou de subventions.

- Le projet ROOTS qui vise les petits exploitants agricoles et les micro-entrepreneurs à offrir un meilleur accès au financement.

Cela montre que la CEDEAO pourrait bénéficier d'une contribution plus forte du secteur privé ainsi que de partenariats public-privé pour tirer parti du dynamisme du secteur privé tout en maintenant un fort soutien du secteur public pour faciliter, orienter et accélérer les progrès du secteur privé sur cette dimension d'Entrepreneuriat.

En ce qui concerne les nouveaux efforts de densité des entreprises, aucun progrès n'a été réalisé dans la région, ce qui démontre un réel besoin d'accélérer la simplification des procédures de création d'entreprises et de développer des incitations pour dynamiser la création d'entreprises

Comparaison des pays

Les données montrent un progrès global de l'ensemble des États membres sur leur indice de DCH. Alors que tous les états montrent des progrès positifs, huit états membres sur 15 ont atteint leurs objectifs tandis que cinq sont encore en deçà de l'ambition pour 2020.

Si l'on examine la performance de tous les États membres par rapport aux indicateurs, il n'existe aucune recette de succès distinctive et aucune approche unique.

Le Cap-Vert et le Ghana sont les plus performants en matière de DCH. Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Sénégal, et le Togo renforcent leurs performances mais ont des résultats et des forces très hétérogènes selon les indicateurs et les dimensions. La Gambie et le Sénégal sont les deux pays qui affichent la plus forte progression par rapport à la situation de départ.

Il est essentiel de suivre l'évolution de chaque pays ainsi que l'évolution de ses performances par rapport à la région au cours des deux à trois prochaines années en particulier pour mesurer l'impact de la COVID-19. Cela aidera la CEDEAO

à clarifier et à identifier les initiatives systématiques ou les domaines d'intervention prioritaires à privilégier pour développer les performances du capital humain et développer le partage des meilleures pratiques entre les pays pour un progrès global et uniforme, sans laisser de pays à la traîne.

Nous constatons plusieurs conséquences clés découlant de cette première évaluation du rendement du DCH :

- La compétitivité des pays et la performance du DCH sont deux composantes d'un cercle vertueux. Les États membres fortement compétitifs ont utilisé leur compétitivité comme carburant pour développer leurs forces et leurs performances en matière de Capital Humain. De même, le DCH est un moteur essentiel de la croissance économique ;
- Il faut accélérer le progrès du DCH pour combler l'écart avec l'objectif visé et le renforcement des capacités d'implémentation. Pour cela, la force de mise en œuvre de la CEDEAO pourrait être essentielle pour atteindre l'accélération requise, d'autant plus que les données

Fragilités (par exemple, troubles politiques, changement climatique) et impact sur le DCH dans la CEDEAO

Il existe une corrélation entre la performance d'un pays en matière de DCH et sa fragilité. Les pays en difficulté en raison de la fragilité de la sécurité et des contextes politiques subissent les effets néfastes de la violence, des conflits armés et du déplacement forcé des individus.

- Les meilleurs pays de la CEDEAO sur l'indice agrégé DCH sont aussi les États les moins fragiles de la région, par exemple le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana et le Sénégal ;
- Plusieurs pays affichent une performance moyenne sur le DCH malgré leur plus haut degré de fragilité, comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Togo ;
- Certains pays sont à la traîne en ce qui concerne leurs performances en matière de DCH, mais ne bénéficient pas de leur faible degré de fragilité, par exemple le Bénin, la Sierra Leone.

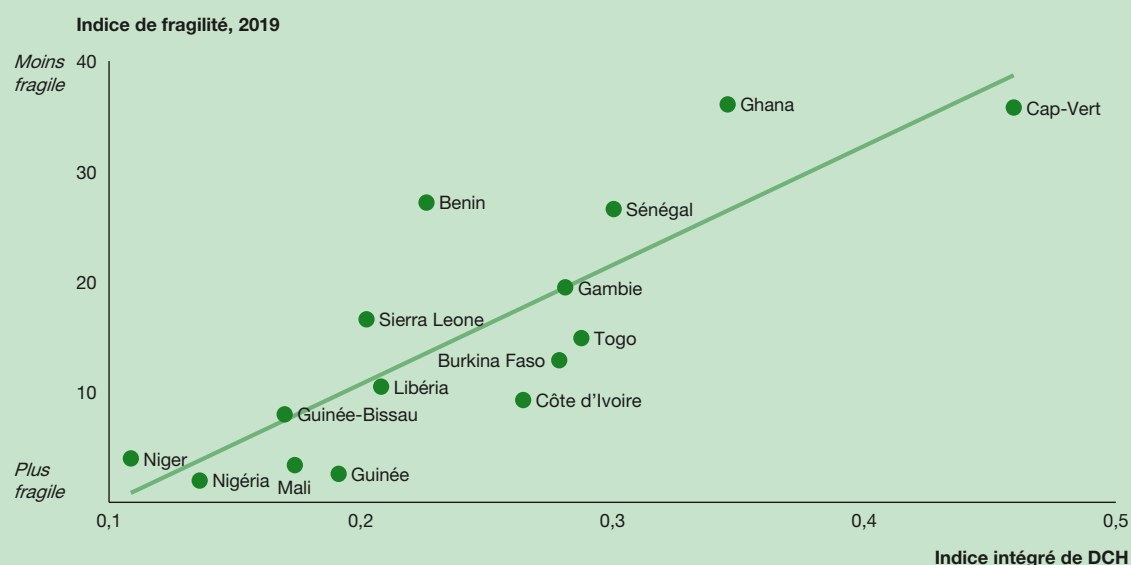
Les contextes fragiles ont un impact important sur les progrès du DCH, en particulier sur les dimensions éducation et santé et, par conséquent, sur la participation au travail. Des impacts négatifs peuvent être observés sur toute la chaîne de valeur :

- Intrants : Les mécanismes de financement et les ressources financières n'atteignent pas leurs objectifs, les infrastructures sont affaiblies et une main-d'œuvre correctement formée et rémunérée devient de plus en plus rare ;
- Exécution : Les ressources gouvernementales sont détournées de l'exécution de stratégies de DCH qui nécessitent pourtant une mobilisation forte et continue pendant de longues périodes avant d'atteindre les résultats. Le rythme d'exécution est ainsi ralenti ;
- Résultats : Les répercussions négatives sur l'éducation et la santé affectent immédiatement les jeunes et les jeunes adultes, ce qui entraîne une participation à la population active plus faible et des conséquences à long terme qui nécessiteront des années/génération pour les surmonter.

Les principaux domaines d'intervention pour atténuer l'effet des fragilités peuvent être les suivants :

- La priorité donnée à la santé peut servir de catalyseur à un cycle vertueux de croissance plus large et peut affecter à la fois le développement du capital humain et la stabilité politique, car elle favorise le bien-être des individus à tous les stades de la vie ;
- Les investissements précoces dans l'éducation offrent des perspectives d'avenir pour les individus et les communautés, car une éducation de haute qualité favorise le développement de capacités cognitives et socio-comportementales qui rendent l'acquisition de compétences plus résiliente à l'incertitude, ce qui aide à lutter contre la pauvreté et les inégalités et à améliorer la mobilité intergénérationnelle,

Figure 8 : Lien entre la fragilité et l'indice de développement du capital humain



- La protection sociale joue un rôle de plus en plus important dans le soutien du capital humain, car les interventions de protection peuvent réduire la pauvreté dans des contextes fragiles et touchés par des conflits s'ils sont bien mis en œuvre. Bien que la protection sociale communautaire puisse être une forme importante de soutien au capital humain, les programmes de protection sociale dirigés par le gouvernement demeurent importants pour soutenir les besoins des plus vulnérables et pour protéger les populations contre les chocs.

Au-delà des répercussions actuelles, à l'avenir, de multiples menaces entravent le développement du capital humain dans la région

Menaces de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Les zones touchées par le conflit subissent des attaques visant leurs infrastructures de santé, d'éducation et des services publics • Les pays dont la sécurité est menacée concentrent tous leurs efforts sur la reconstruction des filets de sécurité sociale au détriment des investissements dans le DCH • Les États où l'offre de services sociaux et publics est limitée sont plus susceptibles d'être la cible de groupes terroristes car les populations sont plus disposées à se tourner vers leurs propres installations
Changements climatiques et déplacements	<ul style="list-style-type: none"> • Les sécheresses et le changement des régimes pluviométriques impactent lourdement les récoltes et entraînent une hausse des prix alimentaires, mettant la pression sur la sécurité alimentaire et sanitaire des populations • Les États dont l'économie repose sur le secteur primaire souffrent également du chômage • Les États les moins résilients de la CEDEAO subissent souvent les effets d'entraînement des déplacements forcés et des risques climatiques des pays voisins
Transhumain et migrations	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits armés se concentrent dans un contexte fragile et tendent à s'étendre aux pays voisins, créant ainsi de nouvelles routes de migration et perturbant les routes de transhumance qui pèsent encore plus sur des contextes sociaux fragiles et des infrastructures limitées
Troubles politiques / gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Le manque de confiance politique et les troubles politiques font des pays les proies de la violence et des attaques sécuritaires contre leurs infrastructures de service public • La gouvernance limitée des États dans les régions rurales ou les territoires marginalisés crée un vide qui peut être comblé par des groupes terroristes • Le manque de gouvernance empêche les États de pouvoir mettre en œuvre et suivre les progrès des initiatives de DCH
Pandémies	<ul style="list-style-type: none"> • Les pandémies ont des répercussions graves et immédiates sur le capital humain, y compris les fermetures d'écoles et les abandons scolaires, les contraintes du système de santé, le chômage • Le budget public est mis sous pression pour faire face à une crise pandémique et les programmes de DCH sont gravement perturbés

La comparaison des pays montre aussi que plusieurs pays sont aussi entravés par leurs contextes fragiles comme le Mali, le Niger et le Nigeria qui sont à la fois les trois premiers pays de la région mais aussi les états membres avec un taux plus élevé de fragilité et d'instabilité politique. Le Mali, le Niger et le Nigeria se classent respectivement en 200^{ème}, 203^{ème} et 205^{ème} positions en 2013 sur l'indice de stabilité politique de 2020 publié par la Banque mondiale. Ces pays auront besoin d'un soutien supplémentaire dans les années à venir pour poursuivre les efforts sur le DCH et éviter de détériorer leurs résultats à ce jour.

actuelles ne reflètent pas pleinement l'impact complet de la pandémie COVID-19 et que pour surmonter l'impact de la pandémie, il faudra redoubler d'efforts dans l'exécution des initiatives ;

- Les États membres à la traîne, marqués par des contextes fragiles et des contraintes sociales fortes, ont besoin d'un soutien plus important de la CEDEAO. En effet, nous y constatons une corrélation claire entre fragilité, y compris les aspects de troubles politiques, et performances négatives du DCH ;
- Le suivi et l'évaluation à un niveau granulaire des résultats des pays et des régions par rapport aux dimensions et aux indicateurs sont indispensables pour clarifier davantage les facteurs sous-jacents du progrès du DCH et aider la CEDEAO à affiner un ensemble clair d'initiatives et de directives qui peuvent être partagées entre les États membres et même au-delà de la région de la CEDEAO ;

- Parmi tous les indicateurs mesurés, l'amélioration la plus forte a été l'accès à Internet. Cette performance positive pourrait être exploitée et étendue à d'autres dimensions en élargissant son utilisation dans l'éducation et la santé. Les progrès rapides des régions sur cet indicateur montrent un grand enthousiasme de tous les États membres pour l'utilisation du numérique. L'exemple du Niger peut être remarqué sur l'exploitation du numérique à travers toutes les dimensions. Le Ministère de la Santé y a lancé un Plan de Développement de la Santé 2017-2021 pour relever les défis des services de santé. Le Ministère a également mis en place une stratégie de e-santé, en collaboration avec l'Agence Nationale de la Société de l'Information, pour lancer plusieurs outils et solutions, notamment, développer la télémédecine, lancer une académie de codage et encourager les start-ups de santé.

Indice de DCH parité femmes–hommes de la CEDEAO

Pertinence de l'analyse comparative entre les genres à l'appui de la stratégie de la CEDEAO en matière de DCH

L'analyse du DCH au sein de la région CEDEAO reposait auparavant sur des indicateurs qui ne sont majoritairement pas ventilés par genre. Il permet ainsi de donner un aperçu du développement régional et des investissements dans le DCH pour l'ensemble de la population indépendamment du genre.

Bien que certains indicateurs soient spécifiquement liés aux femmes, comme le taux de fécondité défini comme le nombre moyen de naissances par femme dans chaque pays, le besoin d'une analyse plus approfondie sur le genre est apparu. En effet, l'égalité entre les genres devrait façonner les

investissements et les résultats dans le développement du capital humain, et il est important d'évaluer la situation initiale de la région et de concevoir des interventions ciblées pour combler les lacunes. En conséquence, un indicateur de la parité, l'indice de parité entre les genres, a été ajouté aux 18 indicateurs utilisés pour évaluer les résultats de la CEDEAO en matière de DCH.

L'indice DCH de parité femmes/hommes est une mesure de la performance des femmes par rapport à leurs homologues masculins, en fonction des indicateurs de résultat du développement du capital humain dans les trois domaines thématiques.

Mise à jour sur la méthodologie

Cet indice utilise plusieurs indicateurs afin de fournir une vue granulaire sur les performances des États membres en termes de parité. La clé de voûte d'une stratégie de DCH réussie réside dans l'inclusion des femmes et des filles, il est donc crucial de suivre de près et en permanence les indicateurs de cet indice.

Nous avons suivi une approche en cinq étapes :




- Identifier les indicateurs qui pourraient aider à comprendre la performance en matière de parité lorsqu'ils sont séparés par genre
- Identifier pour chaque indicateur sélectionné, si un taux plus élevé de femmes (par rapport aux hommes) faisait état d'une situation favorable vis-à-vis des femmes ou non
- Calculer pour chaque indicateur sélectionné :

Figure 9: Vue d'ensemble des résultats de la CEDEAO en matière de parité femmes-hommes pour les trois domaines thématiques



- Le ratio femmes/hommes, lorsqu'un taux plus élevé de femmes a un impact positif pour ces dernières (p.ex. : le taux d'alphabétisation des filles divisé par le taux d'alphabétisation des garçons)
 - Le ratio hommes/femmes lorsqu'un taux plus élevé de femmes montre le contraire (p.ex. : la part des filles hors de l'école divisée par la part des garçons hors de l'école)
 - Calculer, pour chaque État membre, la moyenne arithmétique des ratios sur les trois domaines thématiques
 - Calculer la moyenne pondérée de la région de la CEDEAO en fonction de la part des États membres dans la population totale de la région
 - Santé et nutrition : Taux de mortalité maternelle, Taux de mortalité des moins de 5 ans, taux de retard de croissance des moins de 5 ans, espérance de vie à la naissance.
 - Éducation, compétences et participation au marché du travail : Enfants non scolarisés, Années moyennes de scolarité, Résultats harmonisés des tests, Jeunes NEET, Taux d'alphabétisation des jeunes.
 - Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique : Pénétration d'Internet.
 - Nous avons ajouté deux autres indicateurs pour mieux évaluer les écarts entre les genres aux stades ultérieurs de la vie : l'occupation des postes de direction et l'épargne auprès d'une institution financière
- Nos résultats sont basés sur 12 indicateurs :

Figure 10: Performance des États membres de la CEDEAO en matière de parité femmes-hommes

Indicateur	GM	GH	GW	CV	NG	SN	SL	BF	TG	GN	LR	NE	CI	BJ	ML	CEDEAO
 Santé et nutrition	1,10	1,09	1,08	1,10	1,07	1,16	1,05	1,10	1,07	1,10	1,07	1,06	1,09	1,10	1,06	1,09
Rang	4	8	9	3	10	1	15	6	12	2	11	14	7	5	13	
 Éducation, compétences et participation au marché du travail	1,04	1,32	0,89	0,95	0,85	0,84	0,88	0,78	0,73	0,63	0,72	0,69	0,66	0,66	0,71	0,84
Rang	2	1	4	3	6	7	5	8	9	15	10	12	14	13	11	
 Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique	0,85	0,56	No data	0,89	0,56	0,48	0,54	0,59	0,55	0,60	0,52	0,50	0,45	0,41	0,32	0,53
Rang	2	6	-	1	5	11	8	4	7	3	9	10	12	13	14	
Index intégré de DCH	5	2	13	1	14	3	10	6	4	11	9	15	7	8	12	

Note: La performance en termes de parité est le ratio femmes/hommes des indicateurs lorsqu'ils affichent des résultats positifs (p. ex. : espérance de vie) et le ratio hommes/femmes lorsque les indicateurs montrent un résultat négatif (p. ex. : taux NEET des jeunes)

Source: Indice DCH de parité femmes/hommes de la CEDEAO, contribution d'experts, Banque mondiale, UNESCO, Organisation internationale du Travail, Afrobarometer

Résultats de la CEDEAO

Dans l'ensemble, la performance de la CEDEAO en termes de parité entre les genres est parfaite, et les résultats montrent une plus grande disparité dans la région matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique, suivie par l'éducation, les compétences et la participation au marché du travail.

En matière de Santé et de nutrition, les femmes ont une santé similaire, sinon meilleure, que les hommes et la CEDEAO atteint un score de 1,09. Les femmes vivent plus longtemps que leurs homologues masculins, et font face à moins de risque de mortalité et de retard de croissance avant l'âge de 5 ans. Cela est cohérent avec le statu quo mondial et les études (mentionnant un mélange de facteurs génétiques, sociaux et environnementaux ainsi que des habitudes alimentaires expliquant le meilleur état de santé des jeunes filles par rapport aux garçons). Toutefois, la santé maternelle reste un défi. Alors que les États membres de la CEDEAO ont déployé des efforts pour mettre en œuvre des initiatives pour promouvoir l'accès et la qualité des services de santé (comme le programme de gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes au Burkina Faso), certains pays sont encore à la traîne et les femmes sont lourdement touchées.

La disparité entre les genres croît avec les étapes de la vie et le manque d'opportunités offertes aux femmes malgré qu'elles aient les mêmes capacités que les hommes – lorsqu'elles en ont l'occasion, elles obtiennent d'aussi bons résultats, comme le montrent leurs résultats aux tests dans l'ensemble du programme éducatifs. Ceci a par la suite, une

incidence sur la participation au marché du travail. En conséquence, sur l'éducation, les compétences et la participation au marché du travail, la CEDEAO atteint un score de 0,84. Dans de nombreux États membres, les filles sont moins susceptibles d'aller à l'école que les garçons. Quelques exceptions peuvent être notées car certains pays ont fait de grands efforts sur la question, comme le Ghana et la Gambie, en particulier avec le soutien des ONG et des associations. Entre autres :

- En Gambie, la parité dans les écoles primaires a été soutenue par l'initiative « Education for All » mise en œuvre par l'UNESCO en 2004
- Au Ghana, l'UNICEF forme des professionnels de l'éducation et des enseignants sur des questions d'égalité femme/homme, telles que l'inclusion, la violence sexiste, la gestion de l'hygiène menstruelle

Les données montrent que les femmes restent à l'école pendant une période plus courte. Par conséquent, les jeunes femmes ont un taux d'alphabétisation plus faible et sont moins susceptibles d'être employées, étudiantes ou en formation.

Enfin, l'écart entre les sexes se creuse en Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique avec un score de 0,53 pour la CEDEAO. La disparité est la plus importante lorsqu'il s'agit d'obtenir des postes de direction, avec un ratio femmes/hommes de 0,39 dans la région.

Comparaison des pays

Dans l'ensemble, pour la région, il n'y a pas de lien directement observable entre une grande parité entre les genres et une forte performance globale en matière de DCH. Les États membres investissent dans la parité de différentes manières, et la corrélation avec les résultats n'est pas immédiate. En effet, certains pays font des efforts particuliers pour s'engager envers les femmes lorsqu'ils investissent dans le DCH, et obtiennent des résultats similaires sur l'indice intégré de DCH et l'indice DCH de parité entre les genres (p.ex. : le Ghana), tandis que d'autres ont tendance à les laisser à l'écart.

Certains pays sont en tête de la région pour ce qui est de la parité entre les genres, c'est notamment le cas du Ghana. La performance du pays est expliquée par une meilleure situation pour les femmes par rapport aux hommes que dans d'autres États membres. En particulier, en raison de la forte scolarisation des filles par rapport aux garçons dans le domaine de l'éducation et une meilleure répartition des postes managériaux entre femmes et hommes (sans pour autant atteindre la parité sur cet indicateur avec un ratio femmes/hommes de 0,59). La Gambie et le Cap-Vert ont également de bons résultats dans la région, se classant parmi les 5 meilleurs pays dans toutes les dimensions. En particulier, le Cap-Vert a atteint la

parité sur les taux de jeunes NEET et d'alphabétisation des jeunes (avec un ratio de 1,01 les deux indicateurs)

D'autre part, certains États membres ont réussi à se démarquer sur une dimension, mais font encore face à d'importantes disparités dans d'autres. Par exemple, le Sénégal est classé 6ème en Éducation, compétences et participation au marché du travail et 11ème en Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique, tandis que le pays a le plus haut score en matière de Santé et de nutrition. De la même manière, la Côte d'Ivoire qui a un score en Santé et nutrition au-dessus de la moyenne régionale, est parmi les moins performants en matière d'éducation et d'entrepreneuriat. Dans le pays, la situation s'aggrave avec les inégalités financières, et par conséquent, selon l'Agence Française de Développement, 2% des filles issues de familles pauvres dans les zones rurales peuvent espérer terminer leur enseignement secondaire, contre 49% des garçons urbains riches. Des efforts et

des initiatives spécifiques sont donc nécessaires afin de modifier l'environnement socioculturel de la société et créer des opportunités pour les filles.

Enfin, certains États membres sont à la traîne, avec des scores parmi les plus bas dans plusieurs dimensions, entravés par leur contexte fragile. Ces pays étant souvent dans le dernier quartile en termes de performance globale en matière de DCH, une telle disparité entre les sexes pourrait constituer un obstacle supplémentaire au développement du capital humain.



Focus sur les progrès réalisés par les États membres

Les États membres ont pleinement reconnu l'importance du DCH et se sont engagés à œuvrer à l'amélioration de celui-ci. Les stratégies déjà élaborées et les initiatives concrètes déjà lancées en témoignent. Le partage des expériences et des meilleures pratiques entre les États membres est essentiel pour tirer profit des synergies dans la région. Cette section présente certaines des initiatives qui ont été mises en œuvre. Les conclusions détaillées pour tous les États membres figurent en annexe.

Bénin



Le Bénin a réalisé des progrès dans les domaines de la Santé et de la nutrition ainsi que de l'Entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique

- Sur la dimension Santé et nutrition, le Bénin a enregistré un léger progrès dû à la diminution de la mortalité et des retards de croissance des enfants de moins de cinq ans. En parallèle, le gouvernement a introduit la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Le pays lance également le projet ARCH pour fournir aux citoyens une couverture d'assurance maladie ;
- Dans le domaine de l'Entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, le pays a réalisé des progrès importants, à mesure que l'accès aux services financiers et à Internet a augmenté. Les efforts du gouvernement dans ce domaine ont débuté en 2015, notamment avec le programme « Mobile Money for the Poor » (MM4P).

Burkina Faso



Grâce à une série d'initiatives, le Burkina Faso a réalisé des progrès en matière de performance globale du DCH par rapport aux niveaux de référence :

- Le Président a mis en œuvre des programmes offrant la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Il s'est également employé à améliorer l'accès général aux services de santé, en particulier dans les zones rurales du pays. Ces initiatives ont entraîné des réductions importantes des taux de mortalité maternelle et néonatale, malgré d'autres indicateurs de performance en matière de santé et de nutrition qui demeurent en deçà de l'objectif ;
- Le gouvernement a également lancé une campagne de discrimination positive pour promouvoir l'accès des filles à l'enseignement primaire, et un fonds national pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle a été lancé pour améliorer le taux d'alphabétisation des jeunes ;
- Un secrétariat technique a pris des mesures pour améliorer sensiblement l'accès à Internet et aux services financiers dans le pays dans le cadre d'une stratégie nationale visant à promouvoir l'inclusion financière.

Cap-Vert



Le Cap-Vert est le pays le plus performant au sein de la région CEDEO aussi bien pour l'indice agrégé de DCH que l'indice de parité entre les genres. Le pays bénéficie d'un point de départ élevé en matière de rendement dans toutes les dimensions du DCH, en particulier dans les domaines de la Santé et de l'Éducation.

- Le Cap-Vert a maintenu sa position de premier plan dans le domaine de la Santé et de la nutrition, offrant à tous les citoyens un ensemble de services de base couvrant les soins prénataux, les traitements d'urgence, les traitements et la prévention du VIH, de la tuberculose et du paludisme ;

- La performance dans le domaine de l'éducation est liée aux efforts historiques du gouvernement pour maintenir la scolarité gratuite, universelle et obligatoire pour les élèves de sept à 13 ans, pour améliorer la qualité de l'éducation de base et pour renforcer la formation et la disponibilité des ressources humaines éducatives ;
- Le pays a également considérablement augmenté l'accès à Internet pour sa population.

Côte d'Ivoire



La Côte d'Ivoire a réalisé de bons progrès en matière de DCH et se situe au-dessus de la moyenne de CEDEAO sur l'indice agrégé de DCH

- Sur la dimension Santé et nutrition, le gouvernement a investi de manière significative dans l'accès aux services de santé, la rénovation et la construction d'installations médicales, ce qui lui a permis de progresser dans tous les indicateurs sous-jacents de cette dimension. L'amélioration est également liée à l'élargissement de la couverture sanitaire universelle (UGC) à l'ensemble de la population en octobre 2019 ;
- La bonne performance dans la dimension de l'Entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique a été motivée par une augmentation substantielle de l'accès aux services financiers, lorsque le gouvernement a lancé l'Agence pour la promotion de l'inclusion financière en 2018 pour améliorer la fourniture de services financiers aux populations à faible revenu et aux PME

La Gambie



La Gambie a réalisé de bons progrès généraux en tirant parti de plusieurs initiatives thématiques ciblées sur le DCH pour développer chacune des dimensions thématiques.

- Le pays a progressé sur le plan de la Santé et de la nutrition où les efforts ont contribué à réduire le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ;
- Plusieurs interventions axées sur l'éducation ont permis d'améliorer les performances dans ce domaine, notamment en réduisant le nombre d'enfants non scolarisés, par exemple :
 - La politique de l'éducation de la petite enfance a amélioré l'accès et la qualité de l'enseignement de base et secondaire
 - Le programme TVET vise à améliorer l'enseignement technique et professionnel et à fournir du matériel pédagogique et d'apprentissage aux jeunes
- L'inclusion financière et la performance de l'économie numérique ont augmenté au-dessus de l'objectif, principalement en raison de l'augmentation de l'utilisation d'Internet ;
- La Gambie est parmi les leaders de la région en termes de parité entre les genres et en particulier dans l'Éducation, les compétences et la participation au travail.

Ghana



Le Ghana se classe parmi les meilleurs pays de la région en termes d'indice intégré du DCH et d'indice de parité entre les genres. Le pays a réalisé de bons progrès dans l'ensemble en ce qui concerne le rendement du DCH :

- Sur la dimension Santé et nutrition, le Ghana a atteint l'objectif du taux de mortalité maternelle, et es taux de mortalité et de retard de croissance pour les enfants de moins de 5 ans ont été réduits ;
- Dans le domaine de l'éducation, les années moyennes de scolarité ont été augmentées et le taux de jeunes NEET ont été diminués ;
- Des progrès importants ont été réalisés sur la dimension de l'Entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, grâce à l'augmentation du niveau d'accès à Internet dans la population ;
- La performance du Ghana en matière de DCH est également l'une des plus paritaire dans la région, notamment en ce qui concerne l'accès des femmes aux services de santé.

Guinée



La Guinée a renforcé ses efforts pour soutenir les objectifs de développement du DCH dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse et large incorporée dans le PNDES (Plan national de développement économique et social) qui vise à réaliser la transformation structurelle du pays sur la base de quatre piliers.

- Le troisième pilier du PNDES est consacré au développement du DCH avec sept priorités définies, parmi lesquelles : population et développement, santé et VIH/sida, éducation et formation, conditions de vie, emploi et autonomisation des groupes vulnérables ;
- Le pays a progressé de la même manière sur les trois dimensions et les résultats ont principalement été entraînés par les trois indicateurs suivants :
 - La diminution du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans
 - La faible progression du nombre d'années de scolarité
 - L'amélioration de l'accès à Internet

Guinée-Bissau



La performance globale de la Guinée-Bissau a augmenté dans l'indice intégré du DCH grâce à des progrès importants dans deux domaines :

- Pour la Santé et la nutrition, l'amélioration de la Guinée-Bissau sur tous les indicateurs et résultats peut être liée à la réforme du plan national de santé en 2017 dans le but d'atteindre le niveau de santé le plus élevé possible ;
- Dans le secteur de l'Éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, les progrès ont été entraînés par une légère augmentation du nombre moyen d'années de scolarité et des dépenses publiques dans le secteur. Le gouvernement se concentre sur le renforcement des capacités du corps professoral et le financement de la formation technique, ainsi que sur l'amélioration de l'infrastructure éducative.

Libéria



Le Libéria a lancé plusieurs initiatives sur la base du premier pilier de son Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres pour la période 2018-2023 (PAPD) afin d'améliorer les possibilités en matière d'éducation, de santé, de développement de la jeunesse et de protection sociale

- Les principales réalisations sont liées au développement de la santé et de la nutrition, car les dépenses de santé du gouvernement ont considérablement augmenté au cours des dernières années ;
- Les efforts visant à améliorer l'accès aux services de santé, en particulier dans les zones rurales, ont entraîné une réduction significative des taux de mortalité maternelle et néonatale, ce qui a permis d'améliorer les résultats du pays en matière de santé.

Mali



La performance globale du Mali dans l'indice intégré du DCH a augmenté, mais le pays est à la traîne dans les 3 dimensions, également en raison du contexte fragile

L'amélioration de la performance s'explique par de forts progrès en Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique (+0,11) et une stagnation en Santé et nutrition (+0,00)

- En particulier, on note une forte augmentation de la pénétration des services financiers et d'internet
- En Santé et nutrition, la performance du pays stagne au globale avec néanmoins des améliorations à noter sur la santé des enfants de moins de 5 ans (avec une baisse du taux de mortalité des moins de 5 ans de près de 7%, notamment grâce au renforcement des structures de santé et des équipements fournis dans les services de réanimation des nouveau-nés)

Niger



La performance du Niger en matière de de DCH a légèrement progressé dans l'ensemble :

- Les progrès les plus importants ont été réalisés dans la dimension Santé et nutrition, alors que le Ministère de la Santé lançait un Plan de développement de la santé 2017-2021 pour relever les défis des services de santé et a mis en place une stratégie de cyber-santé, en collaboration avec l'Agence nationale de la société de l'information, afin de lancer plusieurs outils et solutions, entre autres, la télémédecine ;
- Les progrès dans le domaine de l'éducation sont liés aux efforts déployés par le gouvernement pour accroître les dépenses consacrées à ce domaine, ainsi qu'à la stratégie SNRV/SE qui vise à renforcer la résilience du système éducatif et à adopter des mesures de prévention en cas d'urgence affectant l'éducation au Niger.

Nigeria



Au Nigéria, la performance en termes de DCH a diminué, mais le gouvernement a nommé un comité directeur du capital humain et un groupe de travail de base mis sur pied par le Conseil économique national pour accélérer le développement dans les trois principaux domaines

- Le gouvernement a mis en œuvre le Fonds de prestation de soins de santé de base qui améliore l'accès équitable aux services de santé de base comme les soins prénataux et postnataux, l'accès aux médicaments et aux suppléments nutritionnels ;
- La politique et la stratégie de l'économie numérique nationale (NDEPS) a été mise en œuvre pour accélérer le développement de l'économie numérique du Nigeria et aider à améliorer l'accès à Internet pour tous les Nigériens ;
- Le Nigeria affiche un score moyen en terme de parité femmes/hommes, en particulier dans l'enseignement, les compétences et la participation au marché du travail en raison des efforts conjoints des secteurs politique, social et privé pour réduire l'écart entre les sexes.

Sénégal



Le Sénégal a enregistré de bons progrès en matière de DCH par rapport aux objectifs de base, et se classe parmi les pays les mieux performants de la région CEDEAO.

- Cela est principalement dû à l'initiative du pays «Plan pour un Sénégal émergent» qui a permis des réformes dans les trois dimensions thématiques ;
- Les efforts visant à améliorer l'accès aux services de santé, en particulier dans les zones rurales, ont entraîné une réduction significative des taux de mortalité maternelle et néonatale, ce qui a permis d'améliorer les résultats du pays en matière de santé ;
- L'initiative du gouvernement visant à accroître les dépenses en éducation a également permis de réaliser des progrès plus durables dans le domaine (augmentation du nombre moyen d'années de scolarité et des résultats d'examen harmonisés) ;

Sierra Leone



Sur l'indice agrégé de DCH :

- La Sierra Leone a réalisé de bons progrès dans l'ensemble en ce qui concerne la Santé et la nutrition, grâce à la diminution significative des taux de mortalité et de retard de croissance des moins de cinq ans. Cela est lié aux initiatives du gouvernement visant à améliorer l'accès aux services de santé, notamment le lancement de la Stratégie nationale de promotion de la santé en 2017, l'accent étant mis sur l'amélioration des ressources pour la promotion de la santé. Une augmentation de l'utilisation d'Internet a permis au pays d'atteindre son objectif sur l'indicateur. Cela est notamment expliqué par le lancement d'une Stratégie nationale d'innovation et de développement numérique (SNDI) (2019-2029) sur 10 ans par le gouvernement, axée sur l'amélioration de l'accès à la connectivité
- La Sierra Leone se classe parmi les meilleurs dans le domaine de la parité entre les genres, en particulier dans le domaine de l'éducation avec une forte initiative pour la scolarisation des filles.

Togo



Le gouvernement togolais a adopté la «feuille de route 2025» sur trois domaines prioritaires : le renforcement de l'inclusion, de l'harmonie sociale et de la consolidation de la paix.

- Ce qui conduit à un renforcement des interventions à fort impact dans le domaine de la santé maternelle et infantile (SONU, SDMNR, SAA, CBD, SM, JPO, Fight against obstetric fistulas) avec le soutien de partenaires techniques et financiers (UNFPA, OMS, USAID, etc.)
- L'amélioration notable des résultats scolaires depuis 2010 est liée aux efforts visant à allonger la durée de la scolarité, même si la qualité de l'éducation est restée stable et que les dépenses publiques dans ce domaine ont augmenté
- La nouvelle stratégie gouvernementale vise également à créer des emplois pour les jeunes en tirant parti d'une économie renforcée et modernisée

The background is a solid green color. In the upper left corner, there are several curved, overlapping lines in a lighter shade of green, creating a sense of movement or a stylized graphic element.

Chapitre IV

Leçons apprises et implications

LEÇONS APPRISES ET IMPLICATIONS

Leçons de ce rapport

Le DCH est un facteur essentiel de la croissance économique et de l'inclusion sociale. Après des années de plaidoyer, la reconnaissance unanime de cette importance et l'engagement ferme de tous les États membres de la CEDEAO ont été atteints. Cela permet d'accélérer l'amélioration du DCH comme l'une de leurs principales priorités. L'équipe et les coordonnateurs du DCH ont fait preuve d'une détermination et d'un dévouement véritables à l'égard du DCH dans la région de la CEDEAO.

L'indice DCH agrégé de la CEDEAO met en lumière un ensemble d'enseignements à tirer de l'évolution observée. Globalement, l'ensemble de la région a progressé. Les États membres qui ont le plus progressé sont ceux qui investissent massivement dans les programmes de développement du capital humain. Les plus grandes avancées ont été enregistrées au niveau de la dimension de entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, sous l'impulsion des investissements du secteur privé pour renforcer l'accès des populations locales aux services financiers et internet. Le dynamisme fort de cette dimension est prometteur et suggère des perspectives positives pour les pays de la région. La dimension de la Santé et de la nutrition a également enregistré un progrès au niveau de tous les indicateurs, à l'exception des dépenses publiques de santé. En revanche, la performance de la région en matière d'Éducation, de compétences et de participation au travail a stagné car les résultats des investissements dans l'enseignement peuvent nécessiter plus de temps pour être perçus.

Si les progrès sont encourageants, les pays ont encore un potentiel important de développement, notamment compte tenu de l'impact perçu et futur de la COVID-19 sur les indicateurs. Par ailleurs, les objectifs définis par la CEDEAO en matière de santé et de nutrition ne sont pas encore atteints. Les États membres sont également encore confrontés à des obstacles d'exécution des initiatives et à une forte inégalité entre les sexes en matière d'éducation, de compétences et de participation au

travail et, enfin, montrent des disparités dans les résultats en matière d'Entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique.

Il n'y a pas de recette miracle qui permettrait d'améliorer le DCH dans l'ensemble des pays de la région, car la situation est très diverse d'un pays membre à l'autre. Toutefois, des défis communs peuvent être surmontés avec l'appui de la CEDEAO. La clé de l'accélération du développement du capital humain réside dans l'exécution pour assurer la concrétisation des initiatives et l'amélioration de la résilience. Ensuite, les États membres qui font face à des pressions sur leur stabilité dans un contexte de fragilité pourraient demander le soutien de la CEDEAO dans leur parcours de développement de la DCH afin de renforcer leur résilience et réduire le risque de propagation de cette instabilité dans les pays limitrophes. En fait, soutenir les efforts de DCH des États les plus vulnérables peut aider à réduire leur fragilité et redonner de l'espoir aux populations locales et plus particulièrement à la catégorie des jeunes.

Perspective sur les PPP et les réussites

Les partenariats public-privé (PPP) offrent de nombreux avantages aux économies émergentes. Les PPP sont un levier de financement clé et donc un excellent moyen de limiter l'augmentation de la dette publique. Les PPP offrent également une meilleure excellence opérationnelle et répartissent le risque du projet entre les parties prenantes publiques et privées.

Ils sont de plus en plus mobilisés pour des transactions liées au DCH dans les pays émergents, en particulier pour des projets d'éducation et de santé. Par exemple, des programmes de formation professionnelle sont financés par des gouvernements en collaboration avec des entreprises privées pour répondre aux besoins des entreprises de l'économie locale. Les États membres de la CEDEAO ont déjà mis en œuvre plusieurs projets de PPP. Par exemple, au Bénin, un PPP a été signé entre le ministère de l'Économie et des finances et la Société Générale des Banques du Bénin pour la construction de l'hôpital de référence universitaire Abomey-Calavi, qui sera achevé d'ici 2023. Destiné à devenir l'hôpital de référence au Bénin, le CHU aura une capacité d'environ 430 lits et places réparties sur deux niveaux. Cette infrastructure moderne et innovante de plus de 40 000 m² comprendra six grandes unités hospitalières, dont une plate-forme technique de haut niveau comprenant des hôpitaux de trois jours, une salle d'urgence, un laboratoire, un centre de radiologie, la radiothérapie et neuf salles d'opération. Il comprendra également des centres d'enseignement, des logements pour le personnel, une maison funéraire, des unités médicales, hôtelières et logistiques techniques.

Pour élaborer des PPP dans les pays de la CEDEAO, plusieurs éléments pourraient être intégrés à chaque projet. Une cartographie adéquate du personnel existant peut être établie afin d'adopter une approche durable lorsque le personnel du secteur public est déployé dans des endroits où les services sont gérés par le secteur privé. La capacité du marché local pourrait être soigneusement évaluée afin de s'assurer qu'un nombre suffisant d'acteurs du secteur privé est disponible pour fournir des résultats de haute qualité. Les cadres juridiques et réglementaires sont essentiels et ils accélèrent les approbations nécessaires et réglementent les marchés locaux. Enfin, une structure organisationnelle adéquate pourrait être conçue et mise en place pour façonner, activer, superviser et exécuter les stratégies PPP.

Les pays émergents qui ont fait leurs preuves dans le cadre des PPP ont donné une importance à hiérarchiser leurs projets en fonction de leur complexité. Cela permet aux gouvernements locaux de gérer leur capacité d'exécution et leur expertise interne. Ils commencent généralement par un PPP sur des projets standards et communs et augmentent progressivement la complexité et le rythme des projets de PPP ultérieurs.

Ces avantages attrayants, lorsqu'ils sont utilisés dans les bonnes conditions, font des PPP une proposition de valeur importante pour la promotion des programmes de développement des DCH.



Implications

Au fur et à mesure que la Commission de la CEDEAO et les États membres poursuivent leur parcours en matière de DCH, ils pourraient entamer la prochaine vague d'exécution en recentrant les stratégies de DCH sur cinq domaines clés :

- **La mobilisation des acteurs de première ligne :** in fine, les efforts en faveur du DCH doivent se faire à l'échelle nationale. Pour concrétiser l'ambition de développement des États et enregistrer des progrès significatifs au niveau des indicateurs, il est essentiel de mobiliser et d'élargir la communauté des points focaux. En effet, le progrès du DCH est rendu possible par l'engagement des acteurs locaux qui prennent la responsabilité du développement des initiatives et des indicateurs ;
- **Suivi et évaluation :** À l'avenir, il est crucial de continuer à suivre et à évaluer les performances en matière de DCH. Ce suivi doit être continuellement affiné pour ajouter plus de granularité en améliorant la collecte de données. La CEDEAO peut faciliter cette collecte de données en combinant l'harmonisation des données locales et l'utilisation d'enquêtes ciblées sur les trois dimensions du DCH. En conséquence, le tableau de bord de la CEDEAO pourrait évoluer dans le futur pour aller au-delà de la visualisation et être un outil de collecte de données à travers les 15 États membres ;
- **Renforcement des capacités** - l'engagement de l'équipe de la CEDEAO et des centres de coordination du DCH peut encore être renforcé grâce à des méthodes et des outils nouveaux sur la façon de suivre les indicateurs, de mettre à jour le rapport, de mettre en œuvre les compétences et de s'appuyer sur les acteurs locaux pour mener à bien leurs projets. Cela peut être accompli par des séances de formation, mais aussi grâce au partage des meilleures pratiques par les champions régionaux pour permettre la mise en place d'initiatives phares au sein de la communauté des points focaux ;
- **Exécution :** assurer l'implémentation concrète des initiatives DCH et de son suivi est essentiel pour atteindre l'ambition que les pays se sont fixé mais également pour pouvoir débloquer des aides financières. Pour ce faire, il est possible de compter sur des outils de surveillance et sur le soutien de partenaires tels que :
 - **Secteur public :** Les gouvernements sont les principaux contributeurs aux initiatives de DCH, notamment par le financement, les subventions et les lois appropriées, comme



l'obligation de l'inscription des enfants à l'école jusqu'à un certain âge ;

- **Secteur privé** : Les investissements et initiatives du secteur privé peuvent également avoir un impact majeur sur le DCH, y compris par le biais des PPP. Ainsi, le DCH pourrait bénéficier du dynamisme du secteur privé africain. De tels partenariats privé-public pourraient offrir une formation professionnelle en s'associant avec les écoles et en créant des programmes centrés sur le développement de compétences en adéquation avec les besoins réels des entreprises ;
- **Société civile** : les associations, les organisations communautaires et les leaders d'opinion peuvent être mobilisés pour atteindre les progrès du DCH et mettre en œuvre des initiatives. Ces acteurs sociaux peuvent, par exemple, aider à faire évoluer les mentalités sur la parité des genres et peuvent aussi orienter les communautés vers les objectifs du DCH, comme à travers la promotion de l'infrastructure de santé communautaire.
- **Résilience renforcée** : afin de s'assurer que les gains perçus ne soient pas perdus à cause des fragilités, mais plutôt que des progrès soient réalisés malgré ces fragilités, la commission de la CEDEAO pourrait jouer un rôle dans le renforcement de la résilience de ses États membres par des actions locales, par exemple :
 - Systèmes d'alerte réactifs, sensibilisation aux menaces potentielles et soutien pour accroître la collaboration entre les pays ;
 - Pousser la tenue d'élections démocratiques pour soutenir une gouvernance nationale forte.

- **Plaidoyer** : il est important de poursuivre des campagnes de communication soutenues qui mettent en valeur les réussites. Cela permettra de s'assurer que le DCH reste une priorité absolue pour la Commission de la CEDEAO et ses États membres.


Ces efforts communs permettront aux États membres de la CEDEAO d'être plus efficaces dans leur parcours de DCH et de bénéficier du soutien de la Commission de la CEDEAO dans leurs projets de développement respectifs.


The background is a solid green color. In the upper left corner, there are several curved, parallel lines in a lighter shade of green, creating a sense of movement or a stylized graphic element.


Annexes

ANNEXES

Conclusions détaillées par État membre

Santé et nutrition																
<div>  <div>1^{er} quartile</div> <div>2nd quartile</div> <div>3^e quartile</div> <div>4^e quartile</div> </div>																
Indicateur	Cap-Vert	Ghana	Sénégal	La Gambie	Burkina Faso	Togo	Libéria	Côte d'Ivoire	Bénin	Guinée-Bissau	Guinée	Mali	Sierra Leone	Niger	Nigéria	CEDEAO
Taux de fécondité, naissances par femme	0,89	0,60	0,46	0,35	0,35	0,51	0,51	0,45	0,42	0,49	0,44	0,23	0,53	0,03	0,31	0,44
Taux de mortalité maternelle, nombre de décès/100 000 naissances vivantes	0,97	0,74	0,73	0,48	0,73	0,66	0,42	0,46	0,66	0,41	0,50	0,51	0,00	0,56	0,18	0,53
Taux de mortalité des moins de 5 ans, Nombre de décès/1 000 naissances vivantes	0,93	0,66	0,67	0,61	0,30	0,48	0,33	0,37	0,28	0,38	0,21	0,25	0,12	0,36	0,05	0,40
Taux de retard de croissance des enfants âgés de moins de 5 ans, Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans	0,94	0,83	0,75	0,78	0,54	0,58	0,48	0,73	0,40	0,48	0,44	0,54	0,51	0,01	0,30	0,55
Espérance de vie à la naissance, Nombre d'années	0,65	0,35	0,48	0,28	0,26	0,24	0,35	0,13	0,27	0,15	0,26	0,18	0,03	0,29	0,03	0,26
Dépenses publiques dans la santé, % des dépenses publiques	0,45	0,22	0,09	0,10	0,36	0,09	0,15	0,14	0,02	0,02	0,08	0,16	0,27	0,33	0,10	0,17
Mariage des enfants, Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans mariées avant 18 ans	No data	0,81	0,53	0,71	No data	0,67	0,67	No data	0,52	0,65	0,12	0,00	0,55	No data	0,20	0,49
Évaluation globale de la santé et de la nutrition	0,70	0,50	0,45	0,39	0,39	0,38	0,37	0,34	0,30	0,29	0,27	0,25	0,25	0,20	0,15	0,35

Éducation, compétences et participation au travail																
<div>  </div>																
Indicateur	Togo	Cap-Vert	Sierra Leone	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Ghana	Sénégal	Guinée	Libéria	Bénin	La Gambie	Nigéria	Guinée-Bissau	Niger	Mali	CEDEAO
Dépenses publiques dans le domaine de l'éducation, % PIB	0,63	0,58	1,00	0,82	0,34	0,41	0,70	0,00	0,02	0,17	0,15	No data	0,17	0,30	0,28	0,40
Ratio d'élèves par enseignant formé dans l'enseignement primaire, nombre d'élèves par enseignant formé	0,11	0,99	0,00	0,40	0,42	0,53	0,29	0,00	0,67	0,17	0,40	0,18	No data	0,00	No data	0,32
Enfants non scolarisés, % des enfants d'âge à être scolarisés au primaire	1,00	0,82	No data	0,29	0,95	0,87	0,28	0,60	0,39	0,85	0,66	No data	No data	0,00	0,00	0,56
Années moyennes de scolarité, Nombre d'années	0,26	0,37	0,16	0,00	0,29	0,44	0,12	0,09	0,25	0,17	0,18	0,40	0,16	0,04	0,00	0,20
Résultats de test harmonisés, note sur 625	0,40	No data	No data	0,50	0,35	0,01	0,55	0,53	0,14	0,40	0,24	0,02	No data	0,00	0,01	0,26
Jeunes NEEF, % de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation	0,79	0,16	0,79	0,35	0,00	0,15	0,04	0,79	0,65	0,00	0,00	0,31	0,36	0,33	0,25	0,33
Taux d'alphabétisation des jeunes, % dans la population âgée de 15 à 24 ans	0,52	No data	0,27	0,18	0,47	0,58	0,31	0,12	0,14	0,21	No data	0,37	No data	0,00	0,03	0,27
Nombre de citations de pays dans les publications internationales, nombre de citations en milliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00	0,01
Évaluation globale de l'éducation, des compétences et de la participation au travail	0,41	0,35	0,33	0,31	0,27	0,27	0,26	0,26	0,22	0,21	0,19	0,17	0,16	0,10	0,09	0,24

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique																
<div>  </div>																
Indicateur	Cap-Vert	Ghana	La Gambie	Sénégal	Côte d'Ivoire	Mali	Bénin	Burkina Faso	Nigéria	Togo	Guinée-Bissau	Guinée	Libéria	Sierra Leone	Niger	CEDEAO
Pénétration des services financiers, # of financial services outlets/10,000 people	No data	No data	No data	0,44	0,44	0,54	0,43	0,42	No data	0,14	0,00	No data	No data	No data	0,08	0,31
Pénétration d'Internet, % of the population	0,33	0,27	0,26	0,19	0,17	0,10	0,12	0,05	0,15	0,06	0,11	0,08	0,08	0,04	0,00	0,13
Nouvelles entreprises enregistrées, New registrations per 1,000 people ages 15-64	0,32	No data	No data	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	No data	0,01	0,00	0,01	0,00	0,04
Évaluation globale	0,33	0,27	0,26	0,19	0,19	0,18	0,17	0,14	0,08	0,07	0,06	0,05	0,04	0,03	0,03	0,14

La performance du Bénin en matière de DCH montre des progrès lents, surtout en ce qui concerne la dimension éducation



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Santé
et nutrition



Éducation,
compétences et
participation au
travail



Entrepreneuriat,
inclusion financière
et économie
numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,21	0,28	0,26	0,09
Progrès accomplis	0,01	0,02	-0,05	0,08
Dernière valeur, 2018-20	0,23	0,30	0,21	0,17
Écart de la cible	-0,03	-0,04	-0,10	0,06
Valeur cible, 2019-20	0,25	0,33	0,31	0,11
Classement	8	8	9	7
Valeur cible, 2030	0,43	0,55	0,47	0,27

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,10	0,66	0,41
Classement	5	13	13

Points forts

La performance globale du Bénin est au point mort dans l'intégration du DCH, malgré l'établissement d'objectifs ambitieux dans le cadre de sa stratégie de PAG (plan d'action gouvernemental)

- En ce qui concerne la santé et la nutrition, le Bénin a enregistré un léger progrès dû à la diminution des taux de mortalité et de retard de croissance de moins de 5 ans, alors que le gouvernement introduisait des soins de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Le pays lance également le projet ARCH pour fournir aux citoyens une assurance maladie
- Dans le domaine de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, le pays a réalisé des progrès importants, à mesure que l'accès aux services financiers et à Internet augmentait. Les efforts du gouvernement dans ce domaine ont débuté en 2015, notamment avec le programme Mobile Money for the Poor (MM4P)

Défis

- Le pays pourrait bénéficier d'un alignement plus poussé des stratégies multiples en vue d'une approche intégrée du développement du capital humain
- Le rendement en éducation, les compétences et la participation au marché du travail ont diminué de façon significative à mesure que les enfants n'étaient pas scolarisés et que les jeunes NEET augmentaient et que les dépenses publiques diminuaient. Le déclin dans ce domaine peut être attribué en partie à l'impact du 19 novembre sur la fermeture des écoles
- Le Bénin est en retard en matière de parité, en particulier dans la 3e dimension, car les femmes ont moins accès à l'utilisation d'Internet ou aux services financiers et n'ont qu'un accès limité aux postes de direction

Le Burkina Faso a réalisé de légers progrès en matière de DCH et se classe parmi les premiers



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,25	0,38	0,32	0,06
Progrès accomplis	0,03	0,01	-0,01	0,08
Dernière valeur, 2018-20	0,28	0,39	0,31	0,14
Écart de la cible	-0,01	-0,05	-0,04	0,07
Valeur cible, 2019-20	0,29	0,44	0,35	0,07
Classement	5	4	4	4
Valeur cible, 2030	0,46	0,71	0,45	0,22

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,10	0,78	0,59
Classement	6	8	4

Points forts

Grâce à une série d'initiatives, le Burkina Faso a réalisé des progrès en matière de performance globale du DCH par rapport aux niveaux de référence

- Le Président a mis en œuvre des programmes offrant la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Il s'est également employé à améliorer l'accès général aux services de santé, en particulier dans les zones rurales du pays. Ces initiatives ont entraîné des réductions importantes des taux de mortalité maternelle et néonatale, malgré d'autres indicateurs de performance en matière de santé et de nutrition qui demeurent en deçà de l'objectif
- Le gouvernement a également lancé une campagne de discrimination positive pour promouvoir l'accès des filles à l'enseignement primaire, et un fonds national pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle a été lancé pour améliorer le taux d'alphabétisation des jeunes ;
- Un secrétariat technique a pris des mesures pour améliorer sensiblement l'accès à Internet et aux services financiers dans le pays dans le cadre d'une stratégie nationale visant à promouvoir l'inclusion financière.

Défis

- Malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès aux services de santé, en particulier pour les femmes et les enfants, les taux de mortalité maternelle et de mortalité des moins de cinq ans demeurent stables
- Les résultats en matière d'éducation ont diminué en raison de l'augmentation du nombre d'enfants non scolarisés et du ratio élèves/enseignant

Le Cap-Vert maintient sa position de leader dans la performance globale sur l'indice DCH



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,46	0,70	0,35	0,35
Progrès accomplis	-0,01	0,01	0,00	-0,02
Dernière valeur, 2018-20	0,46	0,70	0,35	0,33
Écart de la cible	-0,05	-0,03	-0,04	-0,09
Valeur cible, 2019-20	0,51	0,73	0,39	0,41
Classement	1	1	1	2
Valeur cible, 2030	0,73	0,95	0,51	0,73

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,10	0,95	0,89
Classement	3	3	1

Points forts

Le Cap-Vert est globalement le principal acteur de la région dans l'indice intégré DCH et l'indice de genre

- Le pays bénéficie d'un point de départ élevé en matière de performance dans toutes les dimensions du DCH, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation
 - Le Cap-Vert a maintenu sa position de premier plan dans le domaine de la santé et de la nutrition car tous les citoyens ont droit à un ensemble de services de base couvrant les soins prénataux, les traitements d'urgence, les traitements et la prévention du VIH, de la tuberculose et du paludisme
 - La performance dans le domaine de l'éducation est liée aux efforts historiques du gouvernement pour maintenir la scolarité gratuite, universelle et obligatoire pour les élèves de 7 à 13 ans et pour améliorer la qualité de l'éducation de base intégrée et pour renforcer la formation et la disponibilité des ressources humaines éducatives
 - Le pays a également considérablement augmenté l'accès à Internet pour sa population
- Les progrès du Cap-Vert en matière de DCH ont permis de diminuer les inégalités entre les femmes et les hommes, montrant des rapports proches de la parité entre les dimensions

Défis

- La performance du Cap-Vert sur la 3^{ème} dimension montre un recul et reste en deçà de l'ambition fixée notamment lié au recul d'entrepreneuriat et d'inclusion financière pouvant être attribués en partie à l'effet de la pandémie de Covid

La Côte d'Ivoire a fait des progrès notables dans l'ensemble des dimensions du DCH



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



**Santé
et nutrition**



**Éducation,
compétences et
participation au
travail**



**Entrepreneuriat,
inclusion financière
et économie
numérique**

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,23	0,32	0,26	0,12
Progrès accomplis	0,03	0,02	0,01	0,07
Dernière valeur, 2018-20	0,26	0,34	0,27	0,19
Écart de la cible	-0,01	-0,03	-0,04	0,05
Valeur cible, 2019-20	0,27	0,36	0,31	0,14
Classement	6	6	7	8
Valeur cible, 2030	0,47	0,57	0,47	0,36

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,09	0,66	0,45
Classement	7	14	12

Points forts

La Côte d'Ivoire a réalisé de bons progrès dans l'ensemble en matière de DCH et se classe au-dessus de la moyenne de la CEDEAO sur l'indice intégré de DCH

- En ce qui concerne la santé et la nutrition, le gouvernement a investi beaucoup dans l'accès aux services de santé, la rénovation et la construction d'installations médicales, ce qui a permis de progresser dans tous les indicateurs sous-jacents de cette dimension. L'amélioration est également liée à l'élargissement de la couverture sanitaire universelle (UGC) à l'ensemble de la population en octobre 2019
- Le pays a sensiblement réduit le taux d'enfants non scolarisés au-delà de l'objectif
- Les bons résultats dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique ont été motivés par une augmentation substantielle de l'accès aux services financiers à mesure que le gouvernement lançait en 2018 l'Agence pour la promotion de l'inclusion financière afin de renforcer la fourniture de services financiers aux populations à faible revenu et aux PME

Défis

- Malgré de bons progrès sur la troisième dimension de l'indice DCH, le nombre de personnes qui utilisent Internet a diminué en deçà de l'objectif
- Les progrès enregistrés par la Côte d'Ivoire n'ont pas été inclusifs pour les femmes, car le pays est moins performant sur le plan de la parité, en particulier dans le domaine de l'éducation, car les filles sont surreprésentées parmi les enfants non scolarisés (~5:1 rapport femmes/hommes)

La Gambie a réalisé de bons progrès généraux en tirant parti d'améliorations fortes dans tous les domaines



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneurat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,22	0,37	0,16	0,14
Progrès accomplis	0,06	0,02	0,03	
Dernière valeur, 2018-20	0,28	0,39	0,19	0,26
Écart de la cible	0,02	-0,03	-0,01	
Valeur cible, 2019-20	0,27	0,42	0,20	0,18
Classement	7	7	7	7
Valeur cible, 2030	0,46	0,66	0,35	0,36

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,10	1,04	0,85
Classement	4	2	2

Points forts

La Gambie a réalisé de bons progrès généraux en tirant parti de plusieurs initiatives thématiques ciblées sur le DCH pour développer chacune des dimensions

- Le pays a progressé sur le plan de la santé et de la nutrition où les efforts ont contribué à réduire le taux de mortalité de moins de 5 ans
- Plusieurs interventions axées sur l'éducation ont permis d'améliorer les performances dans ce domaine, notamment en réduisant le nombre d'enfants non scolarisés, par exemple :
 - La politique de l'éducation de la petite enfance a amélioré l'accès et la qualité de l'enseignement de base et secondaire
 - Le programme TVET vise à améliorer l'enseignement technique et professionnel et à fournir du matériel pédagogique et d'apprentissage aux jeunes
- L'inclusion financière et la performance de l'économie numérique ont augmenté au-dessus de l'objectif, principalement en raison de l'augmentation de l'utilisation d'Internet
- La Gambie est parmi les leaders de la région en termes de parité entre les sexes et en particulier dans l'éducation, les compétences et la participation au travail

Défis

- En dépit des progrès enregistrés dans l'exécution de l'indice de santé et de nutrition, le taux de mortalité maternelle reste élevé, inférieur à l'objectif et supérieur à la moyenne régionale, ce qui exige des efforts accrus pour promouvoir les services de santé pour les femmes

Le Ghana se classe parmi les pays les plus performants en ce qui concerne l'indice intégré et l'indice de genre du HCD



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,31	0,47	0,28	0,18
Progrès accomplis	0,04	0,03	-0,01	0,10
Dernière valeur, 2018-20	0,35	0,50	0,27	0,27
Écart de la cible	-0,01	-0,01	-0,06	0,05
Valeur cible, 2019-20	0,35	0,51	0,33	0,22
Classement	2	2	2	6
Valeur cible, 2030	0,55	0,72	0,54	0,38

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,05	1,32	0,56
Classement	8	1	6

Points forts

Le Ghana se classe parmi les meilleurs dans l'indice intégré du DCH et l'indice de genre.

- Le pays a réalisé de bons progrès dans l'ensemble en ce qui concerne la performance du DCH
 - En ce qui concerne la santé et la nutrition, le Ghana a atteint l'objectif puisque tous les taux de mortalité maternelle, de retard de croissance de moins de 5 ans et de mortalité ont été réduits
 - Dans le domaine de l'éducation, les années moyennes de scolarité ont été augmentées et les jeunes NEET ont été diminués
 - D'importants progrès ont été réalisés dans la dimension entrepreneuriale, inclusion financière et économie numérique, grâce à l'augmentation du niveau d'accès à Internet dans la population
- Le bilan du Ghana en matière de DCH est également l'un des plus inclusifs dans la région, notamment en ce qui concerne l'éducation, où le ratio de parité est favorable aux femmes

Défis

- Le Ghana pourrait tirer davantage parti de sa solide position de départ pour accélérer encore ses progrès dans toutes les dimensions
- Bien que le taux de parité soit élevé en matière de santé et d'éducation, le Ghana pourrait encore améliorer l'inclusion et la participation des femmes à la population active, les données montrent que les femmes ne sont pas en mesure de tirer parti de leur éducation pour participer pleinement à l'économie

La performance de la Guinée en matière de HCD a été motivée par de bons progrès dans tous les domaines



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Santé
et nutrition



Éducation,
compétences et
participation au
travail



Entrepreneuriat,
inclusion financière
et économie
numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,16	0,23	0,23	0,01
Progrès accomplis	0,04	0,04	0,03	0,04
Dernière valeur, 2018-20	0,19	0,27	0,26	0,05
Écart de la cible	0,00	-0,03	0,01	0,03
Valeur cible, 2019-20	0,19	0,30	0,25	0,02
Classement	12	11	12	10
Valeur cible, 2030	0,38	0,55	0,38	0,21

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,10	0,62	0,60
Classement	2	15	3

Points forts

La Guinée a renforcé ses efforts pour soutenir les objectifs de développement du DCH dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse et large incorporée dans le PNDES (Plan national de développement économique et social) qui vise à réaliser la transformation structurelle du pays sur la base de quatre piliers.

- Le troisième pilier du PNDES est consacré au développement du DCH avec 7 priorités définies parmi lesquelles : population et développement, santé et VIH/sida, éducation et formation, conditions de vie au pays, emploi et autonomisation des groupes vulnérables.
- Le pays a progressé de la même manière dans les trois dimensions et les résultats ont été déterminés par les trois indicateurs suivants :
 - Diminution du taux de mortalité de moins de 5 ans
 - Faible progression du nombre d'années de scolarité
 - Amélioration de l'accès à Internet
- Les investissements en faveur de l'amélioration de la santé semblent avoir été bénéfiques pour les femmes, contribuant ainsi à réduire de moitié la mortalité maternelle. Les femmes bénéficient également d'un meilleur accès à Internet

Défis

- Le véritable défi pour la Guinée est de traduire efficacement l'engagement politique des autorités à rattraper la moyenne régionale par la réalisation des priorités d'investissement, notamment dans le domaine de la santé et de la nutrition, où elle reste en retard par rapport à l'objectif
- Les initiatives de développement dans le domaine de l'éducation pourraient être axées sur l'inclusion des femmes, car le pays a des années de scolarité moins nombreuses pour les femmes que pour les hommes, ainsi que près de moitié moins de femmes alphabétisées que les hommes

La Guinée-Bissau se classe deuxième à dernière place dans la région, mais progresse à la fois dans les domaines de la Santé et de l'éducation



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,02	0,12	0,26	0,13
Progrès accomplis	n,a	0,04	0,03	0,04
Dernière valeur, 2018-20	0,06	0,16	0,29	0,17
Écart de la cible	n,a	0,02	-0,01	0,01
Valeur cible, 2019-20	0,04	0,14	0,30	0,16
Classement	13	10	13	14
Valeur cible, 2030	0,13	0,36	0,49	0,32

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,08	0,89	N/A
Classement	9	4	N/A

Points forts

La performance globale de la Guinée-Bissau a augmenté dans l'indice intégré du DCH grâce à des progrès importants dans deux domaines :

- En ce qui concerne la santé et la nutrition, l'amélioration de la Guinée-Bissau sur tous les indicateurs et les résultats peut être liée à la réforme du plan national de santé en 2017, dans le but d'atteindre le niveau le plus élevé possible des services de santé
- Dans le domaine de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, les progrès sont motivés par une légère augmentation des années moyennes de scolarité et des dépenses publiques dans le secteur, étant donné que le gouvernement se concentre sur le renforcement des capacités du corps professoral et le financement de la formation technique, ainsi que sur l'amélioration de l'infrastructure éducative

Défis

- En dépit des progrès accomplis en ce qui concerne les dimensions du DCH, la Guinée-Bissau figure parmi les pays à faible rendement, le pays continuant de connaître une certaine instabilité politique et des déplacements forcés de population

Les progrès du Libéria sont entravés par des troubles politiques historiques



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,02	0,24	0,31	0,19
Progrès accomplis	0,02	-0,03	0,06	0,02
Dernière valeur, 2018-20	0,04	0,22	0,37	0,21
Écart de la cible	0,01	-0,06	0,01	-0,01
Valeur cible, 2019-20	0,03	0,27	0,36	0,22
Classement	9	8	9	9
Valeur cible, 2030	0,23	0,41	0,57	0,40

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,07	0,72	0,52
Classement	11	10	9

Points forts

Le Libéria a lancé plusieurs initiatives sur la base du premier pilier de son Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres pour la période 2018-2023 (PAPD) afin d'améliorer les possibilités en matière d'éducation, de santé, de développement de la jeunesse et de protection sociale

- Les principales réalisations sont liées au développement de la santé et de la nutrition, les dépenses de santé du gouvernement ayant considérablement augmenté au cours des dernières années
- Les efforts visant à améliorer l'accès aux services de santé, en particulier dans les zones rurales, ont entraîné une réduction significative des taux de mortalité maternelle et néonatale, ce qui a permis d'améliorer la performance du pays en matière de santé

Défis

- Malgré les efforts déployés, le Libéria est toujours en retard en matière de DCH. Des années de conflits civils, de crises, de déplacements internes et d'exode de la main-d'œuvre qualifiée ralentissent les efforts du pays vers la réalisation des objectifs
- La performance en Éducation a diminué malgré des initiatives dans ce domaine, comme le programme d'éducation de qualité accélérée (AQE) mis en œuvre pour résoudre le problème des enfants plus âgés et non scolarisés et pour identifier et former les enseignants afin d'améliorer l'enseignement de qualité
- Le Libéria souffre également d'un retard par rapport à la région CEDEAO en terme de parité, et ce dans les trois domaines. L'écart femmes/hommes est d'autant plus important en ce qui concerne l'occupation de postes managériaux

En dépit des progrès accomplis, le Mali a encore une marge d'amélioration importante en DCH



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,14	0,25	0,11	0,07
Progrès accomplis	0,03	0,00	-0,02	0,11
Dernière valeur, 2018-20	0,17	0,25	0,09	0,18
Écart de la cible	-0,01	-0,05	-0,06	0,09
Valeur cible, 2019-20	0,18	0,31	0,15	0,09
Classement	13	13	13	13
Valeur cible, 2030	0,38	0,57	0,30	0,26

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,06	0,71	0,32
Classement	14	12	10

Points forts

- La performance globale du Mali dans l'indice intégré du DCH a augmenté, mais le pays est à la traîne dans les 3 dimensions, également en raison du contexte fragile
- L'amélioration de la performance s'explique par de forts progrès en Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique (+0,11) et une stagnation en Santé et nutrition (+0,00)
 - En particulier, on note une forte augmentation de la pénétration des services financiers et d'internet
 - En Santé et nutrition, la performance du pays stagne au globale avec néanmoins des améliorations à noter sur la santé des enfants de moins de 5 ans (avec une baisse du taux de mortalité des moins de 5 ans de près de 7%, notamment grâce au renforcement des structures de santé et des équipements fournis dans les services de réanimation des nouveau-nés)

Défis

- En dépit des progrès accomplis au global, le Mali figure parmi les pays de la CEDEAO avec la plus faible performance
- Le pays connaît une baisse de performance en Éducation, compétences et participation au travail malgré une légère augmentation des résultats aux test harmonisés et aux taux de jeunes sans emploi, éducation ou formation
 - En effet, on note notamment une diminution des dépenses dans le secteur (en % du PIB), du taux de scolarisation, de la durée de scolarité et du taux d'alphabétisation

Le Niger se classe au dernier rang de la région en termes de performances du DCH



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,08	0,16	0,07	0,03
Progrès accomplis	0,02	0,05	0,03	0,00
Dernière valeur, 2018-20	0,11	0,20	0,10	0,03
Écart de la cible	-0,01	-0,02	-0,01	-0,01
Valeur cible, 2019-20	0,12	0,23	0,10	0,04
Classement	15	15	15	15
Valeur cible, 2030	0,30	0,53	0,24	0,14

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,06	0,69	0,50
Classement	14	12	10

Points forts

Le Niger a légèrement progressé dans l'ensemble dans la performance de l'indice de DCH

- Les progrès les plus importants ont été accomplis dans le domaine de la santé et de la nutrition, le Ministère de la santé ayant lancé un plan de développement de la santé pour la période 2017-2021 pour relever les défis des services de santé et mis en place une stratégie de cyber-santé, en collaboration avec l'Agence nationale de la société de l'information, afin de lancer plusieurs outils et solutions, comme entre autres, la télémédecine, le lancement d'une académie de codage et l'encouragement des start-up de santé
- Les progrès dans le domaine de l'éducation sont liés aux efforts déployés par le gouvernement pour accroître les dépenses consacrées à ce domaine, ainsi qu'à la stratégie SNRV/SE qui vise à renforcer la résilience du système éducatif et à adopter des mesures de prévention en cas d'urgence affectant l'éducation au Niger.

Défis

- En dépit des progrès accomplis en matière de santé et de nutrition, le développement dans ce domaine est entravé par les taux élevés de mortalité maternelle, néonatale et infantile ; une couverture médiatique insuffisante, des ressources humaines, matérielles et financières limitées, un manque de partenariat, de coordination et de collaboration intersectorielle
- Les performances du Niger dans la 3^{ème} dimension sont au point mort, les services financiers et l'accès à Internet ayant diminué en raison des coûts prohibitifs, de la lourdeur perçue des exigences en matière de documentation bancaire et du manque de proximité avec les banques
- Les résultats obtenus par le pays en matière d'indice de l'égalité entre les sexes reflètent les résultats obtenus par le DCH, ce qui entraîne une situation encore plus difficile pour les femmes

Le Nigéria affiche une performance affaiblie, en raison d'un déclin de la dimension éducative



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,17	0,15	0,30	0,07
Progrès accomplis	-0,04	0,00	-0,13	0,02
Dernière valeur, 2018-20	0,14	0,15	0,17	0,08
Écart de la cible	-0,08	-0,06	-0,19	0,00
Valeur cible, 2019-20	0,22	0,22	0,36	0,08
Classement	11	11	11	11
Valeur cible, 2030	0,46	0,49	0,59	0,31

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,07	0,85	0,56
Classement	10	6	5

Points forts

Au Nigéria, le rendement global du DCH a diminué, mais le gouvernement a nommé un comité directeur du capital humain et un groupe de travail mis en place par le Conseil économique national pour accélérer le développement dans les trois principaux domaines

- Le gouvernement a mis en œuvre le Fonds de prestation de soins de santé de base qui améliore l'accès équitable aux services de santé de base comme les soins prénatals et postnatals, l'accès aux médicaments et le supplément nutritionnel
- La Politique et la Stratégie nationale d'économie numérique (NDEPS) a été mise en œuvre pour accélérer le développement de l'économie numérique du Nigeria et aider à améliorer l'accès à Internet pour tous les nigériens
- Le Nigéria obtient des résultats médiocres en matière de parité entre les sexes, surtout en ce qui concerne l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique, grâce aux efforts conjoints des secteurs politique, social et privé pour réduire l'écart entre les sexes

Défis

- En dépit des efforts considérables déployés pour améliorer l'enseignement primaire et secondaire universel (inscription à l'achèvement des études), le pays a enregistré une régression significative des résultats scolaires et, en particulier, une augmentation du nombre de jeunes NEET parmi les retombées positives, ce qui a entraîné une baisse de la performance globale

Le Sénégal récolte les fruits des réformes économiques et sociales du gouvernement



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Santé
et nutrition



Éducation,
compétences et
participation au
travail



Entrepreneuriat,
inclusion financière
et économie
numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,10	0,23	0,44	0,25
Progrès accomplis	0,09	0,03	0,01	0,05
Dernière valeur, 2018-20	0,19	0,26	0,45	0,30
Écart de la cible	0,07	-0,02	-0,03	0,01
Valeur cible, 2019-20	0,12	0,28	0,48	0,29
Classement	4	4	4	4
Valeur cible, 2030	0,34	0,49	0,65	0,49

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,16	0,84	0,48
Classement	1	7	11

Points forts

Le Sénégal a enregistré de bons progrès en matière de DCH par rapport aux objectifs de base, et se classe parmi les pays les mieux performants de la région CEDEAO

- Cela est principalement dû à l'initiative du pays «Plan pour un Sénégal émergent» qui a permis des réformes dans les trois dimensions thématiques
- Les efforts visant à améliorer l'accès aux services de santé, en particulier dans les zones rurales, ont entraîné une réduction significative des taux de mortalité maternelle et néonatale, ce qui a permis d'améliorer les résultats du pays en matière de santé
- L'initiative du gouvernement visant à accroître les dépenses en éducation a également permis de réaliser des progrès plus durables (augmentation du nombre moyen d'années de scolarité et des résultats d'examen harmonisés) ;
- Le Sénégal est l'un des pays les plus performants en matière de parité femmes-hommes pour la Santé et la nutrition

Défis

- En dépit des progrès importants pour promouvoir l'accès à Internet et aux services financiers, le pays est encore sous-performant dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique
- Les progrès réalisés dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'éducation ne sont pas inclusifs pour les femmes
- En effet, le Sénégal est en retard par rapport aux Etats Membres de la CEDEAO en matière d'Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

La Sierra Leone montre une stagnation par rapport aux données de référence sur le rendement du DCH



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Indice intégré de DCH

Santé et nutrition

Éducation, compétences et participation au travail

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,02	0,33	0,22	0,19
Progrès accomplis	0,01	0,00	0,03	0,01
Dernière valeur, 2018-20	0,03	0,33	0,25	0,20
Écart de la cible	0,00	-0,02	-0,04	-0,02
Valeur cible, 2019-20	0,02	0,35	0,29	0,22
Classement	10	10	10	10
Valeur cible, 2030	0,22	0,49	0,57	0,43

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,05	0,88	0,54
Classement	15	5	8

Points forts

- Sur l'indice intégré DCH :
 - La Sierra Leone a réalisé de bons progrès dans l'ensemble en ce qui concerne la santé et la nutrition, grâce à la diminution significative des taux de mortalité et de retard de croissance de moins de 5 ans. Cette situation est liée aux initiatives du gouvernement visant à améliorer l'accès aux services de santé, notamment le lancement de la Stratégie nationale de promotion de la santé en 2017, l'accent étant mis sur l'amélioration des ressources pour la promotion de la santé
 - Le pays a légèrement augmenté le nombre de personnes qui utilisent Internet pour atteindre l'objectif fixé pour cet indicateur, alors que le gouvernement lançait une Stratégie nationale d'innovation et de développement numérique (2019-2029) de 10 ans, axée sur l'amélioration de l'accès à la connectivité
- La Sierra Leone se classe parmi les meilleurs dans le domaine de la parité entre les sexes, de l'éducation et de la jeunesse NEET et des résultats d'examens harmonisés avec des initiatives de plaidoyer énergiques pour la scolarisation des filles

Défis

- La performance globale de la Sierra Leone est au point mort dans l'indice intégré du DCH
- En dépit des progrès accomplis, la Sierra Leone ne s'acquitte pas de ses obligations en matière de santé et de nutrition, car elle souffre toujours d'infrastructures inadéquates et d'un manque de ressources humaines qualifiées
- Le rendement en éducation, les compétences et la participation au travail sont au point mort et n'ont pas atteint l'objectif
- En ce qui concerne l'indice intégré pour l'égalité entre les sexes, la Sierra Leone est mal positionnée sur la troisième dimension, car l'esprit d'entreprise et les possibilités économiques ne sont toujours pas inclusifs pour les femmes, et les inégalités persistent dans les postes de direction

Le Togo est l'un des meilleurs pays de la région dans les trois domaines thématiques



1^{er} quartile 2nd quartile 3^e quartile 4^e quartile



Santé
et nutrition



Éducation,
compétences et
participation au
travail



Entrepreneuriat,
inclusion financière
et économie
numérique

Performance de l'indice intégré de DCH

Référence, 2016-18	0,05	0,38	0,35	0,26
Progrès accomplis	0,02	0,04	0,03	0,03
Dernière valeur, 2018-20	0,07	0,41	0,38	0,29
Écart de la cible	0,01	0,01	-0,01	0,00
Valeur cible, 2019-20	0,07	0,40	0,39	0,29
Classement	3	3	3	3
Valeur cible, 2030	0,21	0,52	0,59	0,44

Performance de l'indice DCH de parité femmes-hommes

Dernière valeur	1,07	0,73	0,55
Classement	12	9	7

Points forts

Le gouvernement togolais a adopté la «feuille de route 2025», portant sur trois domaines prioritaires : le renforcement de l'inclusion, de l'harmonie sociale et de la consolidation de la paix

- Cela a conduit à un renforcement des interventions à fort impact dans le domaine de la santé maternelle et infantile (SONU, SDMNR, SAA, CBD, SM, JPO, Fight against obstetric fistulas) avec le soutien de partenaires techniques et financiers (UNFPA, OMS, USAID, etc.)
- L'amélioration notable des résultats scolaires depuis 2010 est liée aux efforts visant à allonger la durée de la scolarité, même si la qualité de l'éducation est restée stable et que les dépenses publiques dans ce domaine ont augmenté
- La nouvelle stratégie gouvernementale vise également à créer des emplois pour les jeunes en tirant parti d'une économie renforcée et modernisée

Défis

- En dépit des progrès réalisés dans l'accès à l'enseignement primaire, le taux d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire inférieur est élevé en raison d'une offre scolaire limitée et d'un coût élevé de l'enseignement secondaire
- Les bons résultats du Togo en ce qui concerne l'indice intégré de DCH ne s'étendent pas à la parité. Le pays se situe en effet en dessous de la moyenne régionale, en particulier en ce qui concerne la Santé et la nutrition ainsi que l'éducation, compétences et participation au marché du travail

RÉFÉRENCES

[Source de données ouverte de la banque mondiale](#)

[Source de données ouverte OMS](#)

[Source de données ouverte UNESCO](#)

[Source de données ouverte de l'OCDE](#)

[Source de données ouverte du PNUD](#)

[Source de données ouverte Ilostat](#)

[Source de données ouverte Scimago](#)

BCEAO (octobre 2020), [Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMNOA au titre de l'an 2019](#)

OCDE (septembre 2020), [États de fragilité 2020](#)

CEDEAO (2021), Stratégie intégrée CEDEAO 2030 DCH

[Union internationale des télécommunications](#)

Afrobaromètre

OCDE, 2019, *Productivity, human capital and educational policies, : Reform priorities as outlined in 2019 Going for Growth publication*

World Economic forum, 2018, [The Global Competitiveness Report 2017-2018](#)

World Bank, 2020, *The Human Capital Index*

Elva, 2021, Extremism Spillover

Kathleen Forichon, OECD, 2020, *Considering human capital in a multidimensional analysis of fragility*

Fund for peace, 2020, *Fragility Index State of Fragility*

Ministère de l'Economie, du Plan, et de Cooperation du Sénégal, 2017, [Plan for an emerging senegal pes \(phase ii pse 2019 2023\)](#)

UNICEF Niger, 2019, *NIGER Éducation Sectoral and Thematic Report* (January – December 2018)

Federal Ministry of Communications and Digital Economy, 2019, National Digital Economy Policy and Strategy (No 2020 2030)

UNICEF, 2021, [Burkina Faso Humanitarian Situation Report \(No 5\)](#)

African Development Bank Group, 2021, [Cap-Vert - Macroeconomic impacts of COVID-19 and implications for debt sustainability in Cabo Verde](#)

Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI), 2016, [Plan National de Développement Economique et Social \(PNDES\) de Guinée](#)

UN Capital Development Fund, U. N. C. D. F., 2020, [Mobile Money for the Poor program](#)

AFDB, [West Africa Economic Outlook](#) (2018),

AFDB, 2018, [Labor Markets and Jobs in West Africa \(No 297\)](#)

Contributions d'experts

Consultations des parties prenantes



CEDEAO 2030

Stratégie de développement du capital humain

 @ecowas_cedeao

 Ecowas_Cedeao

 ecowas_cedeao

www.ecowas.int